

17 6/27

tribune

socialiste



ce n'est pas fini!

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Michel Ca-
mouis - Françoise Claire - Daniel Le-
nègre - Charles Piaget - Alain Rannou -
Michel Rocard - Bernard Jaumont.

Photos : A.F.P. (4, 5, 6, 7) - A.G.I.P. (6) -
FOTOLIB : Caroline Lespinasse (1, 6,
7) - Christian Weiss (11) - Pascal Le-
brun (8).

Dessin : D.R. (9).

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



■ Rencontre fortuite, ce samedi, d'un copain journaliste à Europe n° 1. « Je suis éccœuré — qu'il me dit — par tout ce qu'on raconte à l'antenne sur la guerre israélo-arabe. » « D'accord — que je lui fais —, et ce qu'on raconte sur Lip, ça ne t'éccœuré pas ? » « Bof ! — qu'il me répond — je vois pas bien ce qu'on pourrait dire d'autre... »

Et je vous mettrais ma main et d'autres choses encore à couper qu'il était sincère, mon copain. Que, vraiment, ça ne le choquait pas d'entendre un bulletin de radio — d'une radio qui se veut libre par rapport au gouvernement, d'une radio non d'Etat — commencer par : « Lip, eh bien, cette fois, c'est fini... » Tellement intoxiqué qu'il ne se rendait même pas compte que ce genre de présentation correspond tout simplement à une reprise en charge, par le journaliste, de la thèse gouvernementale. Mon légionnaire a dit « c'est fini », la voix de son maître (à Europe et ailleurs) reprend en chœur « c'est fini ». Et le brave auditeur, qui pense vaguement à gauche et aurait plutôt tendance à se méfier de tout ce qui sort de la bouche de l'Auguste gouvernemental, ne se méfie plus du tout, puisque c'est pas l'Auguste qui le dit, mais X ou Y, journaliste libre et « objectif » d'une radio libre et « objective ».

■ Qu'on se comprenne bien. « TS » est un journal d'opinion — et qui plus est un journal partisan, un journal de parti. Il est normal que ce que nous pouvons écrire sur Lip — où nous sommes partie prenante — soit très différent de ce que peut dire la presse dite d'information — écrite ou parlée. Nous défendons des thèses qui représentent ce que nous pensons être la vérité. « La Nation » défend les siennes, la presse d'information informe des thèses en présence sans faire de choix, et tout est pour le mieux dans la meilleure des presses.

Où le bât blesse, c'est que cette presse, dite d'information, est en réa-

lité aussi une presse d'opinion, d'une seule opinion : celle du gouvernement. Qu'elle est aussi au service d'une idéologie : celle de la bourgeoisie. L'exemple de Lip est frappant, et la façon dont les faits, partout, ont été déformés, dont l'information, après le vote décisif de vendredi dernier, a été présentée de façon unilatérale est la parfaite illustration de l'imposture. Le plus grave étant que beaucoup de journalistes ne sont même pas conscients de cette imposture, ou que, lorsqu'ils en sont conscients, ils sont incapables le plus souvent de réagir à l'intérieur même de leur structure de travail.

■ Bien sûr, de temps en temps, un Ferniot écrit « Ça suffit ! » et dénonce cet état de choses. Ou un Barsalou s'élève contre la servilité « d'une presse qui traite les pouvoirs publics avec beaucoup de complaisance » (1) (c'est le moins qu'on puisse dire...). Mais cette critique est toujours portée de l'extérieur. Jamais de l'intérieur. Et jamais de façon collective. Il semble là que les syndicats de journalistes — en se cantonnant le plus souvent dans la défense du beefsteak — portent une écrasante responsabilité.

■ Bon, on y reviendra. En attendant, on va se faire notre petit travail de contre-information, avec la conscience de se battre à main nue contre des gens qui écrivent au bazooka... Ça n'a jamais été aussi vrai, parce que question finances, en ce moment, c'est pas la gloire. Féran vous explique ça à l'étage en dessous. On aimerait bien que vous lisiez ça attentivement et que vous en fassiez votre — et notre — profit.

■ Parce que, quand même, ça serait dommage que « TS » disparaisse. Où iriez-vous chercher des détails sur la façon dont les Lip ont organisé et préparé le fameux vote que certains appellent gentiment un « suicide collectif » ? Suicide, mon cul. Les sui-

cidés se portent bien et le combat continue. C'est ce qu'expliquent Piaget et Rannou (p. 6-7). Où liriez-vous les fameuses lettres que les dirigeants d'ITT adressaient au gouvernement américain pour lui dicter la conduite à suivre pour renverser Allende ? On vous en livre un morceau cette semaine, mais on y reviendra : c'est trop éclairant, trop aveuglant pour laisser ça de côté (p. 8-9). Où seriez-vous informés des vraies raisons d'une grève à la SNCF dont on se plaît surtout à souligner les inconvénients pour l'utilisateur que les légitimes raisons qu'ont les travailleurs de la mener (p. 12) ? Où apprendriez-vous la belle bagarre des paysans de Charentes, obligeant par l'action le préfet du coin à redistribuer les terres d'un cumulaire (p. 11) ?

■ Et puis, le Proche-Orient, bien sûr. Une guerre, c'est jamais drôle. Et celle-là en particulier a bien des ambiguïtés, avec son odeur de pétrole, avec ses alliances pas claires. Il faut pourtant bien prendre parti. Il nous semble, à nous, qu'au delà de ces ambiguïtés, le choix de militants socialistes ne devrait pas poser de problèmes. Le moins qu'on puisse dire c'est que ce n'est pas évident pour tout le monde, au sein de la gauche française (p. 4-5)...

■ Notre crève-cœur, voyez-vous, c'est qu'on aimerait tant pouvoir en dire plus, beaucoup plus, et sur des tas d'autres sujets. Et vous donner davantage la parole. Et faire écho davantage à la vie, aux luttes des travailleurs. Douze pages. Faudra vous en contenter.

Et merci de votre attention, comme on dit à Europe 1.

Bernard LANGLOIS. ■

(1) Joseph Barsalou : « Questions au journalisme », chez Stock.

CALENDRIER POLITIQUE

● 27-28 octobre, à Besançon (Doubs) : conférence nationale entreprise. Accueil : P.S.U., 5, rue de Vignier, à partir du vendredi soir de 20 h 30 à 24 h.

● 2-3 novembre : rencontre nationale lycéens, 9, rue Borromée. Prendre contact avec secteur lycéen pour hébergement.

ABONNEMENTS

Pour un an
Promotion : 40 F (valable 3 mois)
Normal : 60 F
Soutien : 100 F

Adressez votre abonnement à « TRIBUNE SOCIALISTE » - Administration - 9, rue Borromée, 75015 PARIS - C.C.P. Paris 5826-65.

“ faut qu'on vous cause ” ...

CETTE semaine, la quatrième section de Paris ne vendra pas le journal du P.S.U. Eventuellement n'importe quoi d'autre pour être présents à nos deux points de vente habituels... Mais pas « T.S. » ! On se fout un peu de nous.

Ce genre de réactions nous y avons eu droit cette semaine sous toutes les formes : écrite, orale, motions votées solennellement, etc. Elles vont suite bien entendu au numéro de la semaine dernière consacré aux textes préparatoires au conseil national et qui se trouvait du même coup quasiment invendable à l'extérieur du parti. Bien entendu « T.S. » prend tous les coups sur le thème : « Et vous osez lancé une campagne d'abonnements et proposé une intensification de la vente militante ! »

Réaction parfaitement normale et qui peut faire avancer les choses à condition de poser clairement les problèmes auxquels nous sommes affrontés et dont les incidences financières sont lourdes.

1) Un petit rappel utile d'abord. La décision de consacrer un « T.S. » avec textes du conseil national est le fait de l'ensemble de la direction du parti et non de « T.S. » même. Il serait souhaitable que les camarades qui râlent à juste titre en tant que vendeurs de « T.S. » ne soient pas ensuite les mêmes, ce qui est fréquent, à exiger la parution dans

« T.S. » des textes de courant de pensée auxquels ils adhèrent.

A titre d'exemple nous commençons maintenant à nous faire injurier parce que nous refusons dorénavant d'empiéter sur les pages normales de « T.S. » pour faire passer des tribunes libres, les envoyant systématiquement à P.S.U. Information.

2) Sur ce point nous sommes en fait placés devant trois exigences :

— celle d'un bulletin intérieur pour tous les membres du parti ;

— celle, corollaire, d'un « T.S. » ne jouant pas ce rôle de bulletin interne mais constamment « vendable » à l'extérieur ;

— enfin, car il ne faut pas l'oublier, il est des moments où la nature des textes internes du parti doivent par leur importance être rendus publics. C'est le cas de la préparation des conseils nationaux et des congrès.

3) Trois exigences donc, mais qui ont un dénominateur commun : l'argent. Et le numéro de la semaine dernière vient à point pour illustrer ce problème. La vérité c'est qu'il aurait fallu 2 numéros de « T.S. », un normal et un spécial, ou au moins un numéro de P.S.U. Information destiné à tous les militants ce qui revient financièrement à peu près au même. Or nous n'avons tout simplement pas les moyens de payer les deux.

Il faut savoir en effet que payer

chaque semaine l'imprimerie constitue à chaque fois un tour de force. Les causes de ce manque d'argent chronique sont simples :

— elles tiennent au parti d'abord. Chacun peut constater l'augmentation considérable de l'activité du parti dans tous les secteurs. Les dépenses engagées à cet effet sont loin d'être couvertes par les recettes normales du parti qui est obligé d'avoir recours systématiquement à la part des cotisations qui correspond en fait aux abonnements des militants. En clair le P.S.U. vit aujourd'hui largement au-dessus de ses moyens.

Chacun trouverait impensable que nous sacrifions des activités militantes par insuffisance financière. Il ne reste donc qu'une seule solution : se donner les moyens financiers de sa politique.

— Côté « T.S. » ensuite : la formule grand format est nettement plus chère que la précédente. La hausse du papier et des frais de composition et de routage ont augmenté sensiblement le prix de revient d'un abonnement annuel de « T.S. » Il est maintenant de 34 F pour 28 F en 1972.

— La lisibilité plus grande du journal que chacun s'accorde à reconnaître se paye elle aussi : embauche de deux permanents, abonnements aux agences photos, envoi beaucoup plus fréquent de rédacteurs de « T.S. » pour multiplier les reportages sur les différentes luttes, etc.

— Au total, et à condition d'inclure dans le budget de « T.S. » la

part abonnement militant (ce qui, nous l'avons vu, est loin d'être le cas du fait des difficultés financières du parti) nous avons annuellement un trou d'environ 150.000 F.

— Ce trou il est indispensable que nous le bouchions. Dans le cas contraire nous serons conduits à maintenir une réduction de pagination (12 pages) et à supprimer le « T.S. » normal lorsque des « T.S. » spéciaux (type 4 pages Lip) s'imposent.

A cet effet la dernière D.P.N. a décidé le lancement pour 3 mois d'une grande campagne d'abonnements militants au prix annuel exceptionnel de 40 F (au lieu de 60 F). « Obligation est faite à chaque militant, indique le texte de la D.P.N., de trouver dans son environnement particulièrement professionnel, au moins un abonné. »

Ce texte indique également un assouplissement des conditions de la vente militante. Les invendus seront repris pendant deux mois après la création d'un nouveau point de vente, mais en corollaire, chaque section doit avoir au minimum un point de vente hebdomadaire.

Nous fixons comme objectif à cette campagne 10.000 nouveaux abonnés soit approximativement un abonné effectif par militant.

Nous vous le disons très tranquillement, la situation financière actuelle du parti et de « T.S. » est grave. Elle pourra devenir dramatique si chacun ne prend pas les mesures qui s'imposent.

Gérard FERAN ■

à bout de souffle

DE contradictions en incohérences, le régime poursuit son chemin, de plus en plus étroit. Les jours derniers l'ont trouvé en butte à une offensive sociale de grande ampleur dans le secteur public, subissant un camouflet de la part des travailleurs de Lip, divisé et parfois désarmé sur le projet de loi Royer.

Ainsi se sont révélés un peu plus, à la fois le cynisme et le durcissement de la classe dominante, mais aussi ses faiblesses.

cynisme et durcissement

Cynisme de M. Pompidou, qui n'a pas trouvé un mot pour condamner l'étouffement des libertés et les massacres au Chili. Cynisme de M. Poniatowski lançant comme un produit de beauté un plan de mesures sociales disparates, tout particulièrement en direction des familles, dont le but inavoué est de compenser, auprès de la majorité silencieuse l'effet — jugé déplorable — de l'éventualité d'une libéralisation de la législation sur l'avortement... Laquelle, peut-être, ne verra jamais le jour. Cynisme de M. Giraud, dont le masque de négociateur est brusquement tombé, révélant l'industriel-requin qu'il voudrait bien être, sans en avoir même l'audace, ni l'envergure. Cynisme du gouvernement tout entier, lorsqu'il se pose en défenseur des petits commerçants après avoir sciemment organisé leur disparition — au mépris des hommes et de leur environnement. Ou encore lorsqu'il prétend bloquer les salaires — les fonctionnaires, tout particulièrement, apprécieront — alors qu'il n'a tenté aucun effort pour ralentir une inflation jugée indispensable par ses experts, à la poursuite de l'expansion et des profits.

Durcissement sensible, en même temps : qu'il s'agisse de Lip, où Giraud, repris en écho par Messmer, a posé ultimatum sur ultimatum après avoir tenté de pourrir le conflit et d'user la résistance des travailleurs ; qu'il s'agisse des revendications dans le secteur public, auxquelles le Pouvoir n'a su répondre jusqu'à présent que par des poursuites judiciaires à l'encontre de quelques grévistes de la SNCF, avant d'ouvrir la chasse aux grévistes dans la fonction publique, le gouvernement montre qu'il entend traiter la classe ouvrière en lutte avec les égards qu'elle mérite.

D'aucuns, sans doute, louchent vers Santiago : ce serait tellement plus simple !

Mais faiblesse aussi, de plus en plus appa-

rente, en fin de compte : les travailleurs de Lip, en refusant son plan à 75 % de majorité, viennent de dégonfler la baudruche Giraud. En lutte depuis 6 mois pour la sauvegarde de leur emploi, les travailleurs de Lip ont la volonté — et les moyens — de continuer le combat. C'est un abcès de fixation dont le Pouvoir ne peut se débarrasser, qu'il le traite au plan local ou au plan national. Le gouvernement n'a même plus la ressource d'envoyer les gendarmes : on a l'impression qu'il a joué toutes ses cartes. Les Lip, eux, ont encore en main de solides atouts.

A Paris, 60 000 fonctionnaires en grève ont défilé jeudi dernier et se disposent à recommencer dans les semaines à venir. Lassés d'être grugés par des augmentations de salaires dérisoires, conscients d'être utilisés pour une politique de plus en plus réactionnaire, sensibles à la campagne de dénigrement montée contre eux par le Pouvoir (comme s'ils étaient le pouvoir, ou le détenaient...) leur mécontentement atteint cette fois la cote d'alerte. C'est l'appareil d'Etat qui risque de se gripper.

Enfin, le débat sur la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat met en lumière la contradiction flagrante qui existe entre la politique économique actuelle du Pouvoir, tout entière tournée sur les restructurations et la concurrence sauvage, et la base électorale traditionnelle de ce Pouvoir dont cette même politique orchestre le déclin, voire la disparition : agriculteurs, rentiers, petits commerçants, artisans.

contradiction

C'est pour tenter de surmonter cette contradiction — qui le condamne à terme — que le gouvernement s'est résigné à présenter le projet Royer, salmigondis de mesures sociales (amélioration des retraites et de la couverture maladie) et fiscales, d'invitations au départ ou à la reconversion (le pécule de départ étant au déclin du commerce de détail ce que fut l'indemnité viagère de départ à l'exode rural), enfin, de tentatives de freinage de l'évolution économique par les limitations posées à l'implantation des grandes surfaces.

Le dit projet a donné lieu à une surenchère démagogique inouïe (278 amendements présentés en séance) venant de tous les bancs de l'hémicycle. Le lobby des grandes surfaces s'est alors réveillé ; il a fait donner la garde contre Royer qui, semble-t-il, avait fini par croire à sa mission.

A l'heure qu'il est, l'affrontement n'est pas terminé, et le sort des fameuses commissions départementales d'examen des implantations commerciales n'est pas encore réglé. C'est une lutte au couteau qui se livre actuellement dans les cercles du Pouvoir. L'enjeu n'est rien moins que notre avenir : ou Royer l'emporte, et avec lui la république des boutiquiers, peuplée de démagogues et à tendances fascistes, aptes à mater la classe ouvrière et la contestation ; ou c'est « le meilleur des mondes » du grand capital, trouvant dans ses énormes profits de quoi calmer les révoltes ou les détourner de leurs buts : style Fournier, de Carrefour, ou Bidegain, l'homme du règlement « en douceur » du conflit Salamander.

Il est probable que le capitalisme moderne en sortira vainqueur, mais discrètement : l'essentiel, pour ce régime, est d'être apparu comme le défenseur des petits, de ceux qui lui sont traditionnellement alliés, et qu'il tue pourtant à petit feu. Si la farce est bien jouée, M. Royer n'aura même pas besoin de démissionner...

l'impasse

C'est pourtant au terme de ces contradictions, au bout de ce chemin trop étroit, l'impasse inéluctable pour un régime à bout de souffle.

En effet, quelque part en France, à Besançon, des hommes ont, dans la lutte, identifié leur véritable adversaire. Ils ont compris que, s'il prenait différents visages — Fred Lip, Ebauches SA, Charbonnel, Giraud, Gorse, Ceyrac — c'était toujours le même : le capitalisme. Ils se sont unis contre lui et ont décidé de changer leur vie. Ils viennent de redire non.

Ce non-là est aussi le nôtre. Il est une première pierre et une première cartouche. La lutte, ensemble, au-delà des fausses divisions que tente de créer entre nous le Pouvoir, est non seulement payante sur le plan des revendications : elle est aussi formatrice, et grosse d'une autre société, d'autres rapports entre les hommes.

Là est la tâche du mouvement socialiste : identifier l'adversaire et le combattre, en s'appuyant sur des stratégies de contrôle, porteuses du pouvoir de demain. On nous dira qu'il s'agit d'un truisme. Ceux qui, il y a quelques jours, sur les bancs de l'Assemblée, faisaient assaut de démagogie avec l'UDR, semblaient pourtant avoir oublié ce truisme-là...

Daniel LENEGRE

contrôle ouvrier, contrôle populaire

[Complément au texte du BN paru sous ce titre dans le TS-Spécial Conseil National]

CONTROLE POPULAIRE : Quand on parle de contrôle populaire, on envisage deux aspects complémentaires d'une même stratégie :

— les formes de contrôle qu'exercent les différentes couches de travailleurs sur tout ce qui n'est pas directement la production (consommation, habitat, santé, culture, formation...);

— les actions qui engagent ces travailleurs pour avoir prise sur l'organisation des rapports sociaux et leur transformation.

Le contrôle populaire, c'est donc

d'une part le contrôle des travailleurs sur un certain nombre d'institutions. D'autre part, le dépassement de certaines autres et la création de nouvelles.

C'est pourquoi la stratégie de contrôle populaire est souvent faite d'expérimentation (du contrôle sur telle école traditionnelle, jusqu'aux écoles nouvelles ou parallèles, par exemple).

Mais cette stratégie se heurte à deux difficultés : rester prisonnière de ce que le système nous impose comme bases matérielles et idéologiques (un certain habitat, une certaine école, une certaine ville) ou bien considérer les écoles nouvelles, la Ville Neuve de Grenoble, les centres du MLAC, etc., que

comme des témoignages qu'autre chose est possible.

C'est pourquoi il faut :

● prendre en considération les nouvelles contradictions nées dans la ville, l'école, la famille et les nouveaux rapports qui s'y nouent entre couches sociales ;

● inventer la forme et les lieux de création de nouveaux rapports sociaux ;

● lier la lutte du contrôle sur ce qui existe (les charges, les loyers...) aux revendications qui imposent un contrôle sur quelque chose qui se crée (une ville nouvelle, un centre d'orthogénie...).

[Ce développement se situe dans le texte initial dans : 1) Le contrôle ; axe de rupture avec la société capitaliste ; B)

Contrôle populaire (après les deux paragraphes).]

Mise en cause des logements-dortoirs, de l'habitat conçu comme un lieu d'isolement ; expérience de gestion en commun de petits services sans personnels liés à l'habitat, créations d'unités de voisinage.

[Dans 2) Des objectifs de lutte pour la période, § e.]

Lutte pour la création de centres d'orthogénie avec présence médicale ; pour la création de crèches, garderies, centres de petite enfance.

[Dans 2), § h.]

CONCLUSION :

1. **Militer dans les organisations de masse.** Celles-ci représentent très souvent le premier pas vers une prise de conscience, dans les entreprises comme dans les quartiers. Ainsi les organisations syndicales dans la production et dans d'autres secteurs des groupes comme celui des Vautours sur le cadre de vie, ou le Planning et le

MLAC sont souvent des lieux où s'élabore une action qui remet en cause le système capitaliste ou certains de ses aspects.

Ceci nécessite une intervention importante des militants au sein des mouvements de masse, ne serait-ce que pour y être « reconus » et pour permettre à ces mouvements de prendre leur place sur le champ politique.

2. **Trouver un appui institutionnel aux luttes de contrôle :** après des expériences menées par des militants du parti dans diverses régions, il apparaît que les municipalités peuvent offrir la possibilité de réalisations importantes dans la lutte des travailleurs (Saint-Brieuc, Sologne, Grenoble).

L'attitude des municipalités dans le soutien aux luttes est un point d'appui important, mais l'action doit aller plus loin. Elle doit viser à créer des situations conflictuelles, au sein du système, et favoriser les initiatives de contrôle populaire.

[Dans 2), § 2 et 3.]

une guerre

contre

l'impérialisme



Guerre de religion entre musulmans et israélites ? Chacun sait que des hommes de religions différentes peuvent très bien cohabiter. Affrontements entre Arabes et Israéliens pour savoir qui occupera de Golan et le Sinaï ? C'est un aspect du problème mais ce n'est qu'un prétexte de guerre, comme l'a été la question de l'Alsace et de la Lorraine. Damas bombardée, les populations civiles massacrées, mais aussi la résistance opiniâtre des troupes syriennes et égyptiennes, la destruction du mythe de l'invincibilité de l'armée d'Israël ? Cela ne suffirait pas à justifier notre engagement aux côtés des peuples des Etats arabes : la cause du socialisme n'est pas nécessairement du côté des victimes, elle n'est pas souvent avec les gros bataillons. Notre solidarité a d'autres fondements.

L E Proche-Orient, c'est d'abord le pétrole en Arabie Saoudite et dans les émirats du golfe Arabique (Bahrein, Qatar, Koweït, Aber Dhabi), c'est-à-dire dans des pays où le régime politique est tout à fait favorable à l'exploitation des richesses naturelles par les grandes sociétés d'origine américaine ou britannique. Mais aussi en Irak et en Libye où les équipes au pouvoir essaient de s'affranchir de l'oppression impérialiste.

Le pétrole, cela représente une richesse fabuleuse pour les vingt, trente ou quarante années à venir ; après, les ressources seront taries, il n'y aura plus que du sable. Ou bien les peuples de ces pays pourront utiliser leur pétrole pour se donner les moyens de vivre après l'épuisement des gisements, ou bien seuls quelques grands féodaux auront acquis une richesse prodigieuse mais, dans quelques années, les pays pétroliers seront des déserts que leurs habitants devront quitter.

Aujourd'hui, le pétrole peut être une arme : les Etats-Unis, qui se sont longtemps approvisionnés sur leur propre territoire, auront de plus en plus besoin d'importations provenant du Proche-Orient. Et les producteurs de pétrole peuvent les obliger (en menaçant d'arrêter l'exploitation ou de ralentir l'approvisionnement) à modifier leur politique dans la région. C'est ce qui s'est passé au mois de juillet dernier, lorsque les dirigeants d'une grande société pétrolière américaine,

Texaco, ont dit publiquement qu'ils n'étaient pas d'accord avec la politique Nixon de soutien inconditionnel à Israël, et quand ils ont affirmé qu'il fallait comprendre la position des Etats arabes. Les Etats-Unis sont parfaitement conscients du danger que cela comporte pour leur politique, et ils essaient de s'affranchir de la dépendance à l'égard du Proche-Orient en accélérant la construction des centrales nucléaires, en précipitant l'exploitation du pétrole en Alaska, en passant avec l'URSS de gigantesques contrats pour la fourniture de gaz naturel et en accélérant les recherches sur d'autres sources de combustibles (hydrogénation du charbon, par exemple).

un axe stratégique

Mais, le Proche-Orient, ce n'est pas seulement du pétrole, c'est aussi une zone particulièrement importante sur le plan stratégique : longtemps, c'est par là que passaient la route de l'Indonésie, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande ou de la Nouvelle-Calédonie, et chaque puissance coloniale voulait contrôler les moyens d'accéder à son empire. Après 1945, les pays du golfe Arabique étaient considérés par les Etats-Unis comme d'importance majeure pour protéger leurs bases nucléaires qui ceinturaient le sud de

l'URSS en Turquie, en Grèce et en Iran. Aujourd'hui, c'est surtout pour l'URSS que la zone semble importante parce qu'elle représente une possibilité d'accès à la mer libre.

Si on ajoute l'attrait du pétrole pour les compagnies américaines et l'intérêt stratégique pour l'URSS, on comprend très bien que ce soit une des régions du monde où les deux Grands sont décidés à ne rien laisser faire sans leur accord et où chacun d'eux essaiera d'empêcher l'autre de prendre un avantage décisif.

Il faut ajouter à cela que les structures sociales, le poids des traditions, mais surtout la faiblesse de l'industrialisation, et bien souvent les séquelles de plusieurs siècles de colonisation ou de tutelle, font que les forces sociales sur lesquelles peut s'appuyer la lutte pour le socialisme sont bien faibles et que de nombreuses années et d'énormes efforts seront nécessaires pour améliorer le rapport des forces en leur faveur.

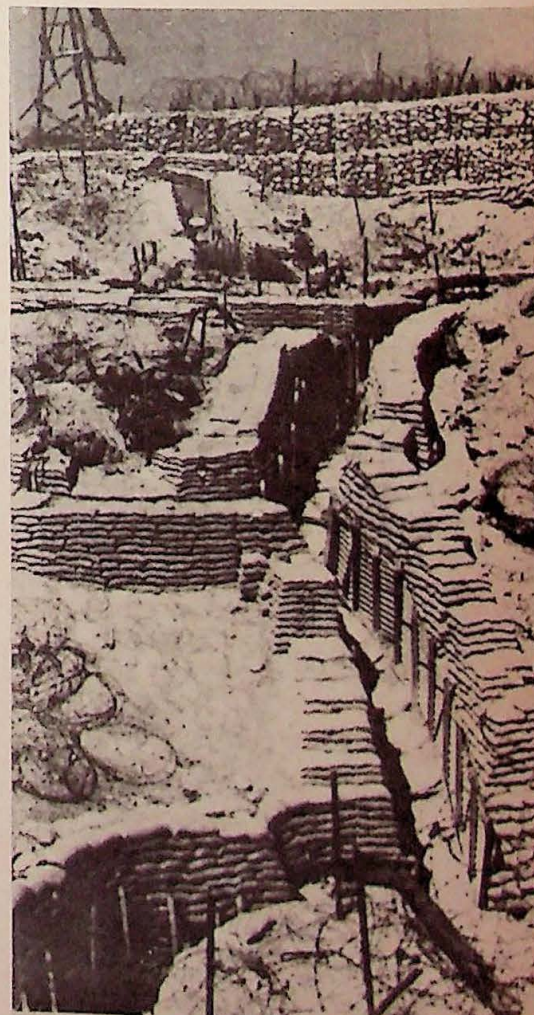
la lutte des palestiniens

Cet effort, cette construction d'une base dans la lutte pour le socialisme, passe aujourd'hui par la solidarité entre les pays arabes. C'est cette solidarité qui constitue le principal soutien de nos camarades palestiniens et qui leur permet de poursuivre la lutte pour le droit à l'existence du peuple palestinien, mais aussi pour la construction d'une société socialiste dans la région. Mais c'est aussi la solidarité arabe qui s'exerce à l'égard du Front du Dhofar ou à l'égard du Yémen, et leur permet de se battre contre l'impérialisme dont ils sont directement menacés. C'est la solidarité arabe qui oblige des hommes comme Fayçal d'Arabie ou Hussein de Jordanie à résister à leurs maîtres américains en menaçant d'arrêter l'exploitation du pétrole ou en envoyant des troupes aux côtés des Syriens, des Egyptiens, des Irakiens.

Bien sûr, il n'est pas facile de se retrouver dans un conflit aux côtés des régimes fascistes comme ceux du Maroc d'Hassan ou de la Jordanie de Hussein. Mais on n'a pas toujours le choix de ses alliés, et il faut

savoir faire face au danger le plus puissant. Ce danger, c'est de voir les Etats-Unis et leurs alliés israéliens profiter de la reprise des combats pour anéantir la résistance palestinienne ou (comme cela s'est fait au Bangla-Desh) pour mettre au pouvoir dans les pays arabes des régimes dont la mission serait d'empêcher toute expression du peuple palestinien et de casser la lutte contre le capitalisme. La solidarité avec les peuples arabes est le seul moyen de faire face à ce danger, la seule chance de préserver l'expression de la lutte pour le socialisme dans cette région, et c'est pour cela que nous soutenons leur combat.

Bernard JAUMONT. ■



LE FRONT DU SINAÏ. LES LIGES...
LES TRUPES EGYPTIENNES...
UN SYRIEN EN HAUT. 20080 2202 APR 1973

au delà des ambiguïtés

JOHNSON, en plein borbier vietnamien, demande à Golda Meïr : « Mais comment faites-vous donc pour gagner vos guerres si rapidement ? » « C'est simple — répond le Premier Ministre israélien — Commencez par remplacer tous les Vietnamiens par des Arabes... »

Une parmi les dizaines « d'histoires drôles » qui couraient les dîners en ville au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 67. Un seul et même thème : la couardise et l'incapacité militaire arabes en face du courage et de l'invincibilité israéliens. Il va falloir renouveler le répertoire...

Quoi qu'il arrive maintenant et quelle que soit l'issue du conflit en cours, voilà déjà un premier acquis. Et il est d'une importance considérable : cette fois, ce sont des godillots israéliens qui pourrissent dans les sables du Sinaï, abandonnés avec les fortifications de la fameuse ligne Bar-Lev. D'ores et déjà, pour les masses arabes, pour l'homme arabe, c'en est fini de 25 ans d'humiliation, de ces six dernières années surtout, depuis cette guerre-catastrophe que l'autre, l'ennemi, appelle « la guerre des 6 jours », de cette formule triomphaliste, inacceptable pour un arabe, parce qu'elle symbolise la déconfiture et immortalise la débandade.

l'obstacle du défaitisme

Oui, quoi qu'il arrive, le canal refranchi, la ligne Bar-Lev enfoncée, le Golan réoccupé : autant de faits dont l'importance psychologique égale la nationalisation du canal de Suez en 56, ou la victoire du F.L.N. en Algérie. « L'un des premiers obstacles que nous devons vaincre — nous disait au printemps un responsable égyptien — c'est le défaitisme, ce que j'appellerais le masochisme arabe. » C'est fait.

Et c'est pour cette première raison que nous n'acceptons pas ce que certains seraient tentés d'appeler une « critique de gauche » de la guerre en cours. Du genre : « Méfiance, camarades, cette guerre est la guerre des bourgeoisies et des bureaucraties égyptiennes et syriennes. Cela n'a rien à voir avec la résistance palestinienne, qui a seule tout notre soutien militant. » Les mêmes qui donnent des leçons posthumes à Allende et se permettent des « remontrances » envers les Vietnamiens. L'occasion est bonne, pour nos éternels censeurs de l'extrême gauche, d'être plus palestiniens que les Palestiniens eux-mêmes : ils sont, une fois de plus, à côté de la plaque. Le peuple palestinien est partie prenante, aux côtés des peuples égyptien, syrien, irakien, de cette nouvelle guerre qui est d'abord une guerre de reconquête de la dignité et de l'identité arabe.

« le temps travaillera pour nous »

Car — et c'est la deuxième raison de notre soutien — il existe à n'en pas douter une « nation arabe ». Au-delà des frontières héritées du passé ou imposées par les impérialismes ; au-delà des différences de régimes — qui vont du « progressisme » égyptien au féodalisme jordanien en passant par la « démocratie bourgeoise » à la libanaise, le sentiment national arabe est une réalité bien concrète, palpable. C'est elle qui se profile derrière les ambiguïtés — réelles — d'un conflit que les bourgeoisies locales ont tout fait pour éviter, et auquel elles ont été finalement contraintes par leurs peuples. C'est à cause d'elle que l'Égypte et la Syrie se sont finalement décidées à reprendre le combat, à cause d'elle que le bourreau des Palestiniens, Hussein, se voit contraint d'engager ses troupes (et avec quelle réticence !), à cause d'elle que l'Arabie Séoudite et les émirats eux-mêmes sont obligés de hausser le ton et de brandir l'arme du pétrole contre l'impérialisme américain, leur suzerain.

« Il nous faudra faire une guerre longue, et en payer le prix — nous disait un des ministres les plus progressistes du gouvernement égyptien — mais le temps travaillera pour nous. Chaque jour de guerre accentuera les contradictions au sein des régimes inféodés à Washington. Il arrivera un moment où les régimes les plus réactionnaires, sous la pression de leurs masses, ne pourront plus éviter de s'engager contre Israël. » C'est ce à quoi nous assistons actuellement. Et s'il se confirme que les Mirages libyens participent à la bataille du ciel, il n'y aura que la bourgeoisie pompidolienne, dans son hypocrite double jeu et son moralisme débilissant, pour s'en offusquer.

Si la guerre actuelle n'est pas encore une guerre populaire, elle n'est déjà plus une guerre d'états-majors. C'est toute la différence avec juin



67, où, disent des marxistes égyptiens « ce n'est pas le peuple d'Égypte qui a été battu : il n'avait jamais été vraiment mobilisé. Ce sont les généraux égyptiens qui ont perdu la tête, et la bataille. »

encore un long chemin

Les conditions de ce quatrième conflit — qui n'est jamais qu'une nouvelle phase de la même guerre inachevée et ininterrompue — sont tout autres. Et chaque jour qui passe contribue à accentuer la différence : tous les commentateurs, même bourgeois, en sont conscients, qui relèvent notamment le changement de ton des radios arabes : les diatribes à fort relent anti-sémite ont disparu des ondes égyptiennes. On ne parle plus de « jeter le juif à la mer. » L'ennemi, désigné de plus en plus clairement, c'est le sionisme, et derrière lui l'impérialisme américain.

Les ambiguïtés, certes, sont encore loin d'être levées toutes. Bernard Jaumont les souligne ici-même. La révolution socialiste a encore un long chemin à parcourir pour s'imposer au Proche-Orient : il n'empêche. Ce chemin passe aujourd'hui par la guerre en cours. Les communiqués du comité exécutif de l'O.L.P. le disent clairement : « Toutes les forces arabes doivent réaffirmer leurs engagements envers la grande cause nationale. Tous les combattants et les fusils arabes doivent être dirigés vers le front. »

Et c'est pourquoi le P.S.U. soutient le combat que mène la nation arabe contre l'Etat sioniste. Au-delà des ambiguïtés.

Bernard LANGLOIS ■

morceaux choisis

LE Secrétariat du PS, le 8 octobre : « Le Parti Socialiste, comme tous les partisans de la paix, déplore le déclenchement des hostilités armées au Proche-Orient. Il souhaite qu'après les premiers combats une solution négociée puisse rapidement intervenir. »

Le Mouvement des radicaux de gauche, communiqué du 10 octobre : « ...rappelle son attachement à l'existence d'Israël ainsi qu'aux droits du peuple palestinien. »

Gaston Defferre, le 8 octobre, dans « Le Provençal » : « Israël est un Etat démocratique. Les élections y sont libres, toutes les libertés individuelles et politiques y sont respectées, les ennemis d'Israël sont des dictatures, soit populaires, soit féodales. »

Guy Mollet, le 11 octobre à France-Inter : « Il y a une différence qu'il faut bien marquer : si l'issue était défavorable aux Israéliens, c'est un véritable pogrom qui se déroulerait ; dans le cas inverse, rien de tel ne se produira. »

François Mitterrand, le 9 octobre à l'Assemblée Nationale : « Le droit à l'existence de l'Etat d'Israël... serait illusoire si Israël n'avait pas de frontières qui le mettent à l'abri des incursions étrangères. »

Le Mouvement des jeunes radicaux de gauche : « Les grandes puissances freinent toute possibilité de règlement pacifique du conflit, leur motivation essentielle étant la colonisation du pétrole oriental au détriment de la ques-

tion cruciale des droits du peuple palestinien. »

Pierre Mauroy, déclaration du 8 octobre : « Israël n'a pas le choix. Son armée de citoyens se bat contre l'anéantissement promis par des adversaires qui refusent avec obstination le droit à l'existence d'un Etat reconnu dès 1948. Cet Etat est l'un des meilleurs exemples de démocratie véritable... Les dirigeants arabes sont trop fanatiques pour dominer les problèmes de la paix et ils surprennent encore par leur incapacité à résoudre ceux de la guerre. »

On ne l'a pas répété à chaque fois, mais on précise (!) bien. Pour mémoire : extraits du programme de gouvernement du Parti Socialiste (avril 1972) :

— « Fixation des frontières définitives par des négociations entre les parties intéressées et évacuation des territoires occupés. »

— Négociation de tous les Etats de la région intéressée pour la réinstallation des réfugiés arabes avec l'appui et la solidarité active de toute la communauté internationale. »

Extraits du programme commun de gouvernement de la Gauche unie (juin 1972) :

« Le Gouvernement s'efforcera de contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité au Proche-Orient, dans le respect du droit à l'existence et à la souveraineté de tous les Etats de la région, notamment de l'Etat d'Israël, ainsi que des droits nationaux du peuple arabe de Palestine. »

l'intox...

[Ce n'est pas seulement la Télé qu'il faudrait fermer aujourd'hui pour refuser la formidable campagne d'intoxication qui se développe autour de Lip. Car les radios périphériques et la presse écrite se surpassent également dans la déformation des faits, le mensonge et l'hypocrisie...]

● **Vendredi, 19 heures** : La ronde des radios commence. Le matin, les travailleurs de Lip ont, à une très forte majorité, décidé de refuser le plan Giraud et de poursuivre leur combat. Pas du tout ! clament en chœur RTL, Europe N° 1 et France-Inter : Les travailleurs de Lip ont décidé un « suicide collectif ». C'est à croire que le vote portait sur la question suivante : « **Préférez-vous 160 ou 1 300 licenciements ?** »

Quant aux responsabilités concernant la rupture des négociations, aucun doute n'est possible : C'est la faute de la CFDT et de ses dirigeants « jusqu'au-boutistes ».

On croyait pourtant savoir que c'était M. Giraud « le jusqu'au-boutiste ». Qui, en effet, a accumulé les ukases et les



attendre la dernière phrase du leader CGT pour apprendre que c'est quand même le gouvernement qui se trouve être le « principal » responsable. Bravo camarade ! Bel exemple de courage et d'unité ouvrière. Poignarder les copains dans le dos après 6 mois de lutte, c'est sans doute cela que la CGT appelle « tenir compte des réalités ».

Quant au soutien intégral de la Confédération CFDT et de sa Fédération de la métallurgie, qui avait été affirmé dans un communiqué rendu public immédiatement après le vote des travailleurs, il faut croire qu'il s'est égaré en cours de route. Tout comme celui du PSU qui



ultimatums ? Qui a claqué la porte et donné sa démission alors que les syndicats avaient proposé un ultime compromis ? Qui a joué la politique du « tout ou rien » en affirmant que son plan était à prendre ou à laisser ? Est-ce la CFDT ou M. Giraud ? Eh bien, pour les radios, pas l'ombre d'une hésitation. Ce sont les travailleurs et les responsables CFDT. L'alignement sur la position de Messmer est intégral et sans nuances. Le légionnaire a dit « Lip, c'est fini », et chacun de se mettre au pas. Quant à la CGT, ses déclarations font du coup l'objet d'une attention nouvelle et fort curieuse : les radios ne soufflent pas un mot du revirement de la section CGT Lip qui a finalement retiré sa question lors du vote. Pas question non plus de rappeler que c'est l'intervention d'un membre de la Fédération CGT des métaux qui, dans la nuit précédant le vote, a obligé la section à rompre l'accord intersyndical et à accepter le plan Giraud, ce que la CGT n'avait jamais fait jusque-là. Par contre, Henri Krasuki dénigrant la CFDT, a droit à la part du lion sur toutes les antennes. « La CFDT, déclara-t-il imperturbable, nous avait déjà habitués à un comportement malhonnête. Mais cette fois-ci, elle a passé les bornes de la malhonnêteté. » Il faut

daté de vendredi dernier, 14 heures, n'a été publié que dans un seul journal : **Combat**.

Paradoxalement, la Télévision a été ce soir-là un tout petit peu moins infâme. Brodant certes sur la même trame, le thème était davantage celui de l'impasse que celui du suicide. Quant à la 2^e chaîne, elle a daigné passer 40 secondes d'interview d'Edmond Maire, qui faisait l'effet d'une bouffée d'air frais au milieu de tous ces mensonges assésés à des millions de téléspectateurs.

Côté Presse écrite, ce n'est pas mieux. Le thème des « jusqu'au-boutistes » et du fameux « Lip, c'est fini » est presque partout repris. A noter cependant le courageux article de Sylvain Gouz dans « **Combat** », seul journal de toute la Presse écrite avec « **Libération** » à titrer : « **Lip, la lutte continue** ». « **Le Figaro** » et « **L'Aurore** », égaux à eux-mêmes, demandent soit un nouveau vote, soit tirent sur « l'agonie » de Lip. Chapeau, messieurs les plumitifs de la bourgeoisie ! Le gouvernement peut être fier de vous !

Mais ne croyez pas pour autant avoir gagné la partie. Les travailleurs de Lip n'ont pas fini de se battre quoi qu'en pense M. le légionnaire. Et il vous faudra bien, malgré tout, en tenir compte ! G. F. ■

les Lip racontent

Au mois de septembre, une équipe de militants et de journalistes animée par le PSU est allée à Besançon, pour interviewer les Lip.

De retour à Paris, ils ont fait, de ces dizaines d'heures d'enregistrement, un livre pas comme les autres. Un livre où les travailleurs ont la parole.

Introduction de Piaget, postface de Rocard. Ça s'appelle

« **Lip** », tout simplement, et c'est Stock l'éditeur. A l'heure où le combat reprend dans des conditions particulièrement difficiles, à l'heure où le Pouvoir et sa presse cherchent à étouffer la voix des Lip, ce livre est un excellent moyen de renforcer le soutien et la popularisation des travailleurs de Palente.

Lip. 220 pages. 15 F. 11 F pour les commandes de plus de 24 exemplaires. Syros. 9, rue Borromée - 75015 PARIS - C.C.P. 1970628 Paris.

R APPELONS tout d'abord des vérités historiques que l'on a tendance à mettre sous la table. Giraud n'a aucun projet industriel à proposer. Seuls les travailleurs et leur organisation CFDT ont sérieusement travaillé en présentant l'étude économique de l'entreprise, les possibilités de relance. Ils ont fait la démonstration que l'entreprise pouvait vivre, pouvait être rentable, le tout sans licenciement, sans démantèlement. Nous sommes déjà largement intervenus sur ce point dans « **TS** ». Jamais Giraud ou le pouvoir n'ont attaqué ces conclusions ni démontré qu'elles étaient erronées. C'est un premier acquis.

un point c'est tout

Lors des négociations, Giraud avait donné dès le départ comme chiffre de réembauchés 989 travailleurs. Dans ces 989, il y avait environ cent travailleurs de plus dans un secteur, les boîtiers. Au fur et à mesure de l'avancée des discussions, les travailleurs ont démontré que tel ou tel secteur était insuffisamment pourvu. Giraud, sans arguments, a dû les renforcer. Une vraie logique industrielle voulait qu'il puise pour ce faire dans les cent soixante en litige. Eh bien, non ! Il enlevait des travailleurs dans les boîtiers. Ainsi, les cent de plus sont devenus zéro. Lorsque les travailleurs en ont eu assez, Giraud a répondu : « **Puisque c'est comme cela, je ne justifierai plus du détail : mon chiffre est 989, un point, c'est tout.** »

Voilà. Le problème n'était pas de négocier mais de licencier. Giraud avait sur mandat gouvernemental 989, pas un de plus. C'est un deuxième acquis. Tous les journalistes le savaient. Pourquoi, en dehors de « **Libération** », ne l'ont-ils jamais dit ?

Il est apparu que, dans le projet Giraud, l'atelier mécanique disparaissait. C'est aberrant sur le plan de la simple bonne marche de l'entreprise. L'envoyé du pouvoir a toujours refusé d'en discuter. Lorsque l'on sait que le secteur le plus actif syndicalement est justement celui de la mécanique, que la plupart des délégués, dont Charles Piaget, y travaillent, le problème s'éclaircit.

Interprétation pourrait-on dire. Alors, citons Giraud : « **Il est, bien entendu, inconcevable de réembaucher M. Piaget.** » Cette phrase a été dite devant moi à un journaliste qui, bien entendu, ne l'a jamais reproduite. Troisième acquis donc : au travers des licenciements, le pouvoir cherchait à se débarrasser des sections syndicales, notamment de la CFDT et des « meneurs » Piaget, Vittot et compagnie.

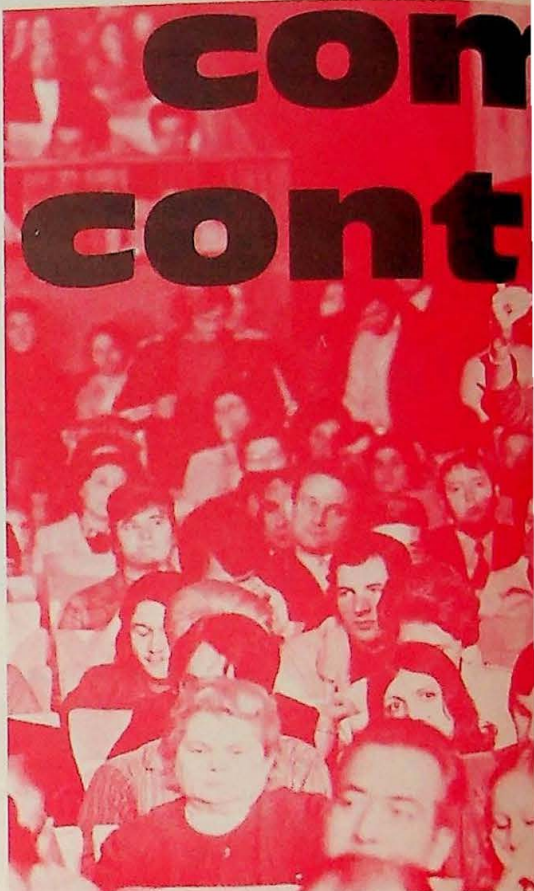
Parlons un peu, maintenant, de la dernière proposition du pouvoir. L'ensemble du statut social de Lip est remis en cause. C'est tout à fait contraire à la législation bourgeoise. Ce n'est pas pour nous répéter, mais notons au passage que le capitalisme viole allègrement sa propre légalité. Cela ne nous étonne pas mais, décidément, il y a une sérieuse panne d'objectivité dans la presse écrite, parlée ou télévisée, où jamais ce point n'est apparu.

Dans tout cela, il ne s'agit pas d'interprétations mais de faits à l'état brut.

Autre point : la campagne d'intoxication sur le thème « **Lip, c'est fini** », « **Les travailleurs refusent le compromis** », etc.

Deux faits à rectifier tout d'abord. Sur le problème des licenciements, Giraud dit : « **Au départ, il y en avait 350 de prévus, j'ai ramené ce chiffre à 160.** » Habile présentation, mais qui ne résiste pas à un examen un peu attentif. 350, moins 70 qui ont quitté l'entreprise, moins 100 à 120 en retraite ou préretraite, égalent à peu près 160.

Cela veut dire que nous revenons au problème du départ. Le pouvoir ne veut pas accepter la moindre concession sur le problème des licenciements. Ce n'est plus d'une négociation qu'il s'agit, mais d'un diktat, inadmissible pour les travailleurs.



« **Travailleurs hautement qualifiés de travail sous bonne garde. Pas de références. Pas de sérieux. Annonce que les travailleurs dans tous les journaux. L'objectif est de faire atteinte des propositions. Les travailleurs refusent les déclarations. Le pouvoir a fait ce qu'il faut. L'on essaie de faire passer les responsabilités.** »

Les organisations syndicales avaient présenté une plate-forme commune proposant une méthodologie de travail. Giraud a refusé d'en discuter, disant non sur tous les points. Pourtant, cette plate-forme représentait un effort évident de rapprochement. Les travailleurs de Lip l'ont même trouvée un peu trop « souple », pour ne pas dire plus. Mais même cette souplesse n'a pu servir à débloquer la situation.

Nous avons donc, d'un côté, un pouvoir qui n'a aucun projet industriel, refuse de négocier sérieusement sur les réembauchages, cherche à se débarrasser, en les décapitant, des organisations syndicales, veut imposer 160 licenciements, viole sa légalité sur le problème du statut social. De l'autre, des travailleurs qui ont cherché l'ouverture, qui ont préservé, jusqu'à maintenant, l'outil de travail, qui ont étudié économiquement leur entreprise, fait des propositions de relance de l'activité, etc.

Il est inutile de faire de longues phrases sur les responsabilités réci-

592 176 ut

à propos de démocratie ouvrière...

Par 626 voix contre 174, au cours d'un vote à bulletins secrets, les travailleurs de Lip ont donc repoussé le Plan Giraud. Le résultat de ce vote est, on le sait, contesté par la C.G.T., qui n'hésite pas à dénoncer — dans « L'Humanité » de ce lundi « les dirigeants irresponsables de la C.F.D.T. Lip » et à s'appuyer sur des arguments du genre : « le vote a eu lieu sans isoler et sans enveloppe pour enfermer des bulletins qui étaient de taille différente ».

La grossièreté de l'accusation contre des militants qui sont à la tête d'un combat sans précédent depuis plus de 6 mois, la pauvreté des arguments avancés, feraient sourire si la situation n'était pas aussi grave. La victoire des Lip est possible — quoi qu'en disent un Premier ministre discrédité et les porte-voix de la presse aux ordres. Elle dépend plus que jamais du soutien de tous les travailleurs, et ce soutien doit pouvoir s'exprimer dans l'unité des organisations de la classe ouvrière.

Il n'est donc pas question pour nous d'envenimer une polémique qui fait le jeu de la bourgeoisie. Mais nos militants et nos lecteurs doivent savoir avec précision ce qu'il s'est réellement passé le matin du vote, et dans la journée qui a précédé, à Besançon. C'est Charles Piaget qui nous a rapporté les faits, avec minutie, lors de la conférence de presse de la C.F.D.T., samedi dernier.

Ce qu'il a dit est suffisant pour clore ce faux débat. Et pour prouver que les Lip n'ont, en matière de démocratie ouvrière, de leçons à recevoir de personne.

B.L. ■

« peu de conflits où la démocratie ait été aussi loin »...

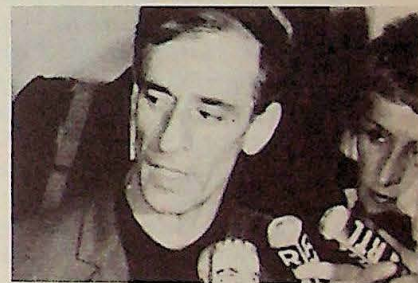
« Après la rupture avec Giraud, on a eu une longue explication en A.G. Nous avons exposé les conséquences du plan Giraud. Nous avons montré qu'il y avait manifestement un blocage politique, voulu par le Pouvoir. Il y a eu un long débat, très animé, avec beaucoup de prises de parole. Alors, on s'est aperçu qu'il était nécessaire d'approfondir encore la discussion. La CGT et la CFDT ont donc constitué les moyens de ce débat ».

« On a reproduit le dossier Giraud qui a été donné à tous les travailleurs, avec une analyse de la CGT et de la CFDT, avec le texte intersyndical de la dernière négociation, et avec aussi un résumé des positions : celle des travailleurs au départ du conflit, le 17 avril. Celle de Giraud. Celle du texte intersyndical. Le tout traduit en français, dans un langage clair pour tout le monde, quoi. Nous avons fourni aussi des explications techniques sur les retraites, les stages de formation, etc. Tout ça pour que chacun ait en mains tout le dossier, sache bien à quoi s'en tenir ».

« Ensuite, les travailleurs se sont divisés en une dizaine de groupes de 50 travailleurs environ. Un animateur dans chaque groupe. Et un document rappelant les règles minima d'un débat démocratique ».

« Ils ont duré longtemps, ces débats. Deux heures et demie, trois heures, en moyenne. Ils ont été très riches, approfondis. C'est à cette occasion que nous nous sommes aperçus que le texte intersyndical était un glissement par rapport à ce que pensaient les Lip. Par exemple, le problème de la liquidation du secteur mécanique (72 licenciements) a provoqué une forte réflexion : les travailleurs ont senti le souci de Giraud de vouloir briser leur unité et leur combativité. (Le secteur mécanique est, comme par hasard, le noyau syndical de l'entreprise et celui où sont employés les principaux leaders syndicaux, les Piaget, Burgy, Vittot, etc. — N.D.L.R.) »

« Le statut social a aussi été jugé inacceptable : c'est un recul de dix ans, disaient les gars. Evidemment, c'est le problème de l'emploi, les 160 sacrifiés qui ont constitué le point central des discussions. Il est apparu une très forte volonté de défendre la communauté Lip. Les travailleurs acceptaient les stages



de formation, les mutations internes, mais n'acceptaient pas la non-réintégration dans l'entreprise ».

« Bref, le jeudi soir, c'était clair pour tout le monde, et tout le monde l'admettait, y compris la CGT, que le projet Giraud était repoussé ».

« Le soir, nous nous sommes donc retrouvés en intersyndicale avec les frères — la C.G.T. Une longue réunion aussi, pour préparer le vote du lendemain. On s'est heurté à des difficultés sur la formulation des questions. Pour nous, nous pensions qu'elles devaient être très claires. Pour ou contre le plan Giraud, avec tout ce que cela comportait. On est finalement tombé d'accord avec une formulation acceptée par la section CGT. Mais à ce moment-là est intervenu un permanent fédéral CGT qui a proposé une question qui n'était jamais venue au cours du débat. On a préféré s'en tenir là et on est parti... »

« Vendredi matin, donc, le vote a eu lieu. La majorité refusait le vote à bulletin secret. Faut dire que jamais à Lip nous n'avions utilisé cette procédure pour un conflit. Il a donc pratiquement fallu l'imposer, ce vote. Mais jusqu'au dernier moment, il y avait du chahut dans la salle ».

« Voilà. Je crois qu'il y a peu de conflits où la démocratie a été aussi loin ».

« Une dernière précision : avant le vote, Mercet, le délégué CGT a bien dit clairement qu'il acceptait les deux questions. Enfin, le vote et le dépouillement se sont faits avec le contrôle de la CGT ».

« Le résultat a été celui que vous savez. Nous reprenons donc le vote en compte et nous allons lui donner toutes ses conséquences ».

Charles PIAGET ■

patronat est pris là dans une contradiction. Ne pas céder à Lip pour l'exemple, mais de l'autre côté perdre du profit, ce n'est pas enthousiasmant...

D'autre part, le pouvoir peut intervenir. Il en a les moyens. Nous avons élaboré une proposition de loi visant à la création d'une régie nationale sous contrôle ouvrier.

Tout cela ne dépend ni de la bonne volonté du patronat ni de la bonne volonté du gouvernement. Le problème est de savoir si la classe ouvrière imposera un rapport de forces suffisant pour faire céder le pouvoir. Et nous retrouvons là le problème de la CGT.

l'unité nécessaire

Depuis le début, nous savions que les militants de cette centrale étaient peu enthousiastes à suivre. Nous savions que la confédération, pour des raisons stratégiques, était réticente. Nous avons essayé, jusqu'ici, de ne pas déclencher la polémique, car nous savons que l'unité est une condition indispensable à la victoire. Et voici qu'après avoir appelé à la reprise du travail sans avoir rien obtenu sur les licenciements, sacrifiant donc 160 travailleurs, ils jugent bon de traiter ceux qui mènent cette lutte d'irresponsables. Ils font retomber les responsabilités du patronat et du pouvoir sur la CFDT et le PSU. Bravo pour le front de classe. Cette attitude ne fera pas avancer le combat et nous espérons que la CGT reviendra à des conceptions unitaires plus réalistes.

Car l'unité est aujourd'hui peut-être plus encore qu'auparavant nécessaire.

Unité contre la répression : Marcellin bout dans son ministère. Depuis l'invasion de l'usine par ses sbires, rien à se mettre sous la dent, tout juste une travailleuse quelques heures à Paris. Une quelconque tentative de répression contre quiconque de Lip doit appeler la riposte unitaire la plus large possible. Nous ne permettrons pas que le pouvoir cherche une solution par l'intermédiaire de son appareil juridique et policier. Toute tentative de Marcellin en ce sens amènera une réponse dont nous prévenons par avance qu'il supportera toutes les conséquences.

Unité contre toute tentative de liquidation judiciaire de l'entreprise : si le pouvoir décide de vendre l'usine, l'unité de toutes les organisations sera nécessaire pour appeler à la mobilisation de la classe ouvrière. Les travailleurs de Lip ont réussi à sauver leur outil de travail, le préserver c'est assurer l'une des conditions du succès de leur lutte.

Unité enfin sur les problèmes de l'emploi. Si le pouvoir se bat si féroce à Lip pour ne rien lâcher, c'est que le vrai problème n'est pas qu'à Lip. Il va se poser à la SNIAS et dans un grand nombre d'entreprises. Les solutions trouvées pour Lip (ou non trouvées) auront des répercussions dans un avenir immédiat.

Oui, l'unité est un facteur de succès indispensable. Le conflit ne trouvera pas de solution syndicale stricte car il se heurte au pouvoir politique. Il faut le front syndical et politique le plus large possible pour soutenir la lutte des Lip. Bien entendu, pas n'importe quel front, pas n'importe quelle unité. Nous ne serons pas de l'unité-démobilisation, mais de l'unité-action. Nous ne serons pas du front-démobilisation, mais du front-mobilisation.

Nous savons qu'une lutte se termine par un compromis. Ce compromis est fonction du rapport de force imposé au capitalisme, alors renforçons ce rapport de force.

Et puis, compromis ne veut pas dire capitulation en rase campagne. Oui, la lutte continue pour obtenir une solution conforme aux intérêts des travailleurs.

Lip ne sera fini, Monsieur Messmer, que quand cette dernière clause sera établie.

Alain RANNOU. ■

combat nue !



qualifiés, possédant outil, cherchent patron bonnes conditions. » Voici une petite note de Lip pourraient passer l'oxication autour de l' « affaires incroyables : « Les tra- des concessions de Giraud. u, etc. » Voilà l'image que ns l'opinion publique. Nous é et mettre en évidence les

proques, l'évidence saute aux yeux, à condition toutefois de les ouvrir.

Tout cela est vrai, me direz-vous, mais alors, « Lip, c'est fini » ?

Il faut regarder les choses comme elles sont. Les Lip se retrouvent dans la situation d'avant le 1^{er} août. Ils cherchent un patron. Non, Lip ce n'est pas fini, leur lutte continue. Ils réclament le non-démantèlement de leur entreprise, et sur ce point, un compromis est passé. Ils se battent contre les licenciements. Là, le problème, c'est clair, ne peut se résoudre dans le simple cadre syndical.

Le pouvoir ne veut pas céder. Il ne veut pas accepter qu'une victoire à Lip puisse faire tache d'huile. Il veut faire un exemple. Et Messmer de lâcher sa petite phrase (après tout, pourquoi ces choses-là seraient-elles réservées à Ségué) : « Lip, en ce qui me concerne, c'est fini. »

Laissons là les bouffonneries et revenons aux choses sérieuses : Lip est une affaire rentable dans le système capitaliste. Il y a du profit à tirer. Le



à travers toi, Isabel...

[Nous publions ci-dessous le texte de l'intervention faite par Michel Rocard, au nom du PSU, au Meeting unitaire du 9 octobre à la Bourse du Travail à Paris, en présence d'Isabel Allende]

AU Chili passent en ce moment la mort et la torture, au crépuscule des libertés. Les militaires enferment jusqu'à la parole, confisquent jusqu'à l'espoir.

Cela va au-delà de l'horreur, cela prend des formes monstrueuses, cela s'appelle le fascisme.

On brûle même les livres à Santiago. Ce symbole est le plus tragique. Dans son combat mondial, le mouvement ouvrier a fait depuis un siècle des avancées décisives. Mais il a connu des défaites. Après chacune, il retrouve de nouveaux combattants. L'essentiel est qu'aucun combat ne soit inutile, que le message de chacun soit recueilli, écouté, utilisé par ceux qui prennent la relève. En brûlant les livres, les fascistes chiliens essaient de faire disparaître jusqu'à l'espoir qu'ont porté, pour les travailleurs du monde entier, les militants de l'Unité populaire. Mais c'est tâche impossible : nos camarades chiliens ont trop marqué l'histoire. De cet affront contre l'esprit, il ne reste que le visage hideux de la barbarie bottée.

Ces massacres font peur et crier à la folie. Au centre ou à droite, de bonnes âmes s'inquiètent : trop tard. Elles ont choisi et couvert.

D'ailleurs, tout cela n'est pas seulement folie et chaos. Ces gens-là ne sont pas des insensés. Leur violence froide est pire que toutes les sauvageries. Elle a été planifiée longuement, patiemment. Organisée avec le concours des « services » américains, brésiliens, uruguayens. La Sainte Alliance du capitalisme s'est refaite, celle qui fait des croisades — Franco utilisa le mot en 1937 — pour exterminer les marxistes.

Qu'est-ce qu'un marxiste, au Chili d'aujourd'hui ? Ce n'est rien d'autre qu'un homme — une femme — debout — un homme qui a voulu prendre en main son destin et poser son espoir comme une immense question à l'ensemble des hommes.

Au Chili aujourd'hui, des robots fanatisés luttent contre des hommes. A travers les exécutions, les tortures, les jugements sommaires, le bâillon sur l'information, à travers ces bandes fascistes que l'on lâche sur les prisonniers, les paysans, les ouvriers, les étudiants en lutte, c'est un régime qui se dévoile en se défendant. Atteint au cœur comme il était près de l'être au Chili, le capital se révèle implacable et sauvage. Tant qu'il n'est pas menacé, c'est Raminagrobis : il est persuasif, caressant, récupérateur. Mais si l'on résiste, il frappe, torture et tue. Il sait prendre tous les visages, sauf un, celui de la justice et de la liberté. Or c'était celui-là que voulait imposer le peuple chilien en lutte. Cet espoir de justice et de liberté, c'était tout à la fois son rêve et sa marche difficile dans la réalité.

On ne chasse pas de la tête d'un peuple ce rêve et cette réalité comme on balaise une jonchée de tracts ou comme on repeint un mur sur lequel chante l'espoir. La résistance existe. Nous ne savons pas encore ce qu'elle est ni ce qu'elle peut, mais nous savons ce qu'elle veut, Isabel Allende vient de nous le dire. Elle ne veut pas simplement le retour à la démocratie, le retour à la normale, comme si cela suffisait. Elle veut le pouvoir au peuple. L'histoire lui donnera raison. « L'histoire nous appartient », avait dit Salvador Allende avant d'être abattu.

Pour qu'il en soit ainsi, c'est maintenant que nos camarades chiliens ont besoin de nous. La pression mondiale et unitaire des travailleurs doit arrêter les massacres, sauver les militants inculpés, sauver Luis Corvalan, secrétaire du Parti Communiste Chilien, sauver demain si nécessaire Carlos Altamirano, secrétaire du Parti Socialiste, Oscar Garretón, secrétaire du MAPU ou Miguel Enriquez, secrétaire du MIR qui aujourd'hui continuent dans l'unité la lutte clandestine armée.

Notre choix de la solidarité avec le peuple chilien nous confère deux devoirs.

Le premier, c'est de tirer de leur lutte, pour la zone qui dépend de nous, tous les enseignements qu'elle nous donne. Savoir réaliser l'unité totale de toutes les forces du mouvement populaire, sans exclusive, savoir aussi que s'il est utile à la gauche de s'appuyer sur la légalité, il faut à chaque instant être prêt à voir la droite violer la légalité dès l'instant qu'elle ne sert plus ses intérêts, savoir enfin qu'il n'y aura pas de pause ni de trêve dans la lutte contre l'impérialisme, jusqu'à sa mise hors de combat finale.

Le deuxième devoir, c'est d'affirmer ici notre engagement solennel et total aux côtés de la résistance chilienne. Cette résistance, ce peuple chilien, ils ont ce soir parmi nous un visage, celui d'une jeune femme, Isabel Allende. A travers toi, Isabel, nous saluons la mémoire de ton père et nous saluons ce peuple qu'on a voulu tuer, humilier, enfermer, faire taire. A travers toi, Isabel, nous saluons les poblaciones, les usines, les campagnes, qui résistent présent.

De partout se lèveront des milliers de camarades, d'amis, de frères. Notre engagement, c'est de faire l'impossible pour qu'ils ne restent plus seuls, pour que le combat se renforce de devenir commun, pour que nous nous retrouvions tous, libres dans la victoire.

Michel ROCARD. ■

les assassins

Un million de dollars, pour empêcher Salvador Allende d'arriver au pouvoir : c'est l'offre faite, à l'époque, à Henry Kissinger par le président d'ITT, Harold Geneen. En confirmant cette révélation devant la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les firmes multinationales, le 22 mars dernier, John Mc Cone, ancien directeur de la CIA, aujourd'hui dirigeant d'ITT, jetait d'un coup une sinistre lumière sur la nature, la fonction et les activités de la firme. Depuis, Allende est mort et le Chili est sous la botte.

Notre correspondant aux Etats-Unis, Jean-François Merle, rend compte ici d'un livre (1) qui sortira prochainement en France et dont la lecture est édifiante. Pour ceux qui douteraient encore de l'identité vraie, derrière les Pinochet de service, des assassins de Salvador Allende...

(1) « ITT, Etat souverain », par le journaliste britannique Anthony Sampson. A paraître le 15 novembre aux éditions Alain Moreau.

FONDEE en 1920 par le colonel Sosthenes Behn, l'International Telephone and Telegraph Corporation s'est développée à l'étranger, sur tous les continents, laissant par un accord secret l'exclusivité du marché des Etats-Unis à sa rivale A.T. and T. Les vicissitudes de la politique mondiale entre les deux guerres conduisirent le colonel Behn à adopter une politique d'amitié avec tous les gouvernements en place mais tout particulièrement avec les dictatures et les régimes autoritaires qui répondaient davantage à son désir de stabilité comme à son tempérament d'ordre. Hitler et Franco comptaient parmi ses meilleurs clients et pendant la guerre, les filiales « neutres » (suisses surtout) d'ITT continuaient à travailler pour les filiales sous contrôle nazi tandis que la maison-mère équipait les puissances alliées : « business is business ».

la méthode Geneen

Mais si ITT est aujourd'hui la onzième firme multinationale du monde, avec un commerce mondial de 7,3 milliards de dollars (supérieur au P.N.B. chilien), c'est au successeur de Sosthenes Behn qu'elle le doit : Harold Sydney Geneen, président d'ITT depuis 1956, 63 ans, qui avec 812.000 dollars par an, est l'un des six dirigeants de la société à gagner davantage que le président des Etats-Unis. C'est lui qui a compris que le marché international, aux lendemains de la guerre froide, était aléatoire et le téléphone désormais trop lié aux politiques gouvernementales pour être d'un rapport constant. Il entreprit, entre 1960 et 1963, de diversifier les secteurs d'interventions de la firme, rachetant Avis (location de voitures), Sheraton (hôtels), Levitt (les constructions de maisons individuelles), Continental Baking (alimentation), Hartford (assurances) et des centaines d'autres entreprises de toutes tailles... Il ne connut qu'un seul échec : la Commission Fédérale des Communications, agence du gouvernement américain, lui refusa le rachat de la chaîne de télévision A.B.C...

C'est à l'occasion du débat qui s'était instauré alors, qu'ITT attira vraiment l'attention sur « sa » méthode.

Ou plutôt sur la méthode Geneen — puisque c'est lui qui l'a imposée à ITT comme à ses filiales. Contrôles financiers multiples et diversifiés, avec deux ou trois équipes travaillant sur le même secteur sans le savoir, rapports et comptes rendus innombrables qui permettent à H.S. Geneen de tout superviser : « au moins aussi bureaucratique que la planification soviétique » estime A. Sampson. A cela s'ajoute, l'idéologie « maison », les réunions mensuelles des cadres de chaque pays à Bruxelles ou New York sous l'œil sévère « du patron », le déracinement et l'insécurité de ces diri-



« DONNER LE POUVOIR AU PEUPLE ? DÉSOLÉ, MAIS C'EST ILLÉGAL... »

geants, dépendants d'un centre de décision extérieur, à peine compensés par la routine et la reproduction de Londres à Tokyo du même cadre de travail impersonnel. « J'ai décidé de rejoindre la race humaine » déclara un jour un haut responsable d'ITT en quittant ses fonctions.

les citoyens ITT

Dans ce contexte, il n'y a rien d'étonnant qu'un employé du trust (à quelque niveau que ce soit) se considère davantage citoyen d'ITT que français, américain, anglais ou... chilien.

C'est bien l'avis de Geneen qui déclarait, en 1970, que « de plus en plus, les grandes corporations sont deve-

...s d'Allende



nues les responsables n° 1 de la bonne marche de notre système... ». Et ITT compte parmi ses collaborateurs ou employés des gens aussi bien placés que les anciens premiers ministres Macmillan (Angleterre), Lester Pearson (Canada), Trygve Lie (Norvège), Paul-Henri Spaak (Belgique), que l'ancien directeur de la Banque Mondiale Eugen Black ou l'ancien directeur de la CIA John Mc Cone... Qui sont, comme les autres, des citoyens ITT.

Quand les documents chiliens défrayèrent la chronique, ITT comparait déjà devant une commission du Sénat américain pour une affaire de corruption. Le président Nixon voulait à toute force que la convention de 1972 du Parti Républicain ait lieu dans son fief californien de San Diego, mais le maire démocrate hésitait devant la dépense énorme que représente l'hébergement de quelque trente-cinq mille délégués, journalistes, techniciens.

Qu'à cela ne tienne : ITT offrit 400 000 dollars aux Républicains pour fournir la caution désirée, insistant seulement pour que le Président Nixon descende à l'hôtel Sheraton (la filiale d'ITT s'offrait ainsi, avec la figuration gracieuse du président des Etats-Unis, une publicité qui lui aurait coûté au moins un million de dollars) et pour que les misères que lui cherchait la commission antitrust s'arrangent à l'amiable sous le chaperon du ministre adjoint de la Justice Richard Kleindienst.

Ce n'est tout de même pas de la faute d'ITT si la loi américaine qualifie de crime et de corruption un service amical que l'on se rend entre gens de bonne volonté...

Salvador Allende n'était pas un de ces hommes politiques de bonne volonté prêt à rendre des services à

ITT. Et c'était d'autant plus regrettable que les intérêts d'ITT au Chili sont considérables : 150 millions de dollars en 1970, 6.000 employés, c'est le dernier pays (avec Porto Rico et les Iles Vierges) où la firme exploite directement le téléphone. En 1966, elle avait obtenu du président Frei un contrat de 144.000 lignes pour 186 millions de dollars. On comprend la menace que représentait la perspective d'une nationalisation par l'Unité populaire.

même tabac

Après un soutien financier à Jorge Alessandri (candidat conservateur) ITT, sous l'influence d'un dénommé Jack Neal, anticommuniste hystérique, envisagea des moyens plus radicaux : la somme « jusqu'à six zéros » offerte par Geneen à la Maison Blanche, l'assassinat du général Schneider dans le complot du général Viaux, le chaos économique qui devait être créé entre l'élection du 4 septembre et le vote du congrès le 24 octobre...

La publication par Jack Anderson, dans le Washington Post, des documents internes d'ITT décrivant les préparatifs du complot, permit à Salvador Allende de faire voter par le Congrès une nationalisation qui n'aurait peut-être pas eu autrement la majorité. Ce n'était que partie remise...

La puissance et la capacité quasi-illimitée d'intervention d'un trust géant comme ITT rendent bien académiques, vus d'ici, les débats qui, en France, ont suivi le coup d'Etat au Chili. Pour ITT, la France c'est le Chili. Et l'intérêt d'un Mitterrand président se mesurerait à l'aune des services qu'il rendrait aux intérêts d'ITT...

Deux tiers des intérêts d'ITT en Europe proviennent des services nationaux des PTT, ITT contrôle 60 % des exportations françaises de matériel de télécommunications ; ses filiales en France sont aussi diverses que la CGCT, LMT, Océanic, Sonolor, Pigier, les parfums Payot, la compagnie d'électricité Claude... Aux conseils d'administration de ces compagnies on trouve des gens comme le général de Bonneval, ancien aide de camp du général de Gaulle ou Pierre Abelin, député-maire réformateur de Châtelerault.

Citoyens ITT, comme les autres ?

Anthony Sampson, au terme de sa remarquable enquête, voudrait croire qu'ITT est plus une caricature qu'un exemple type. Devant la commission d'enquête sur la Convention républicaine de San Diego, William (Bill) Merriam, vice-président de la firme, répondait au sénateur Sam Ervin (déjà lui...) qui lui demandait pourquoi, après la publication du rapport où le pot-aux-roses avait été dévoilé, ITT avait procédé à une destruction massive de ses archives : « Là-dedans, on aurait pu en trouver beaucoup du même tabac ».

Je crois qu'il en est des firmes multinationales comme des rapports confidentiels d'ITT : il doit y en avoir beaucoup du même tabac...

Jean-François MERLE ■

• Comité de soutien

LE Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien poursuit ses activités sur la base d'un soutien unitaire politique et matériel, sans exclusive. La nature de ce soutien vient d'être précisée dans une « plate-forme » politique adoptée par l'assemblée générale des comités de base qui a regroupé, le 14 octobre à Paris, 250 délégués de toute la France. D'autre part, une permanence de ces comités de base se tiendra tous les vendredis de 18 heures à 22 heures, 13, rue Gay-Lussac, PARIS-6e.

Adresse du Comité : 94, rue N.-D.-des-Champs, PARIS-6e.

...« provoquer une vague de violence qui aboutirait à un coup militaire »...

[Les mémorandums de l'« International Telegraph and Telephone », — dont les photocopies furent publiées par Jack Anderson aux Etats-Unis, puis largement diffusées au Chili et dans de nombreux autres pays — sont d'une lecture passionnante et pour le moins édifiante. L'extrait que nous donnons ci-dessous concerne une des fréquentes correspondances entre le « chef des relations publiques pour l'Amérique Latine », en siège à Buenos-Aires, et le directeur new-yorkais du même service.]

MEMO CONFIDENTIEL.
New York, 29 septembre 1970.
Expéditeur : Robert Berrelez
ITT LA-BA.
Destinataire : Hal Hendrix
ITT HDOS-N.Y.
(dictée aujourd'hui de Buenos-Aires à New York par téléphone).

RESUME DE LA SITUATION.

Il semble presque certain que l'élection du marxiste Salvador Allende à la présidence du Chili sera ratifiée par le Congrès.

Le vote du Congrès est programmé pour le 24 octobre.

Il n'y a qu'un mince espoir qu'un renversement basé sur un soudain et improbable revirement dans l'ambiance du vote de la Démocratie chrétienne garde l'équilibre du pouvoir dans cette course finale. L'ambiance dominante parmi les PDC est, d'après ce qu'on dit, favorable à Allende. Un espoir plus réaliste parmi ceux qui veulent freiner Allende est qu'une économie qui se détériore rapidement (retraits massifs de fonds, faillite des usines, etc.) peut provoquer une vague de violence qui aboutirait à un coup militaire. Le Président Frei veut arrêter Allende, il en a

fait part à ses intimes. Mais il désire le faire constitutionnellement. C'est-à-dire, soit par un renversement du vote du Congrès, soit par une crise interne qui rendrait nécessaire l'intervention.

DETAILS

1) Les possibilités actuelles d'empêcher l'accession d'Allende dépendent maintenant du chaos économique qui est stimulé par quelques secteurs des affaires, de la politique, et par le Président Frei lui-même. Les deux prochaines semaines seront décisives à ce sujet. L'argent n'est pas rare. Mais le gouvernement continue l'émission de monnaie. Il y a un marché noir actif avec 29 escudos pour 1 dollar le lundi 28 septembre. Le vendredi précédent, il était à 26,50 pour 1 dollar. Avant l'élection, le taux était de 20,21 pour 1 dollar.

On fait des efforts cachés pour provoquer la faillite d'une ou deux des principales Caisses d'Epargne et de Prêt. On s'attend à ce que ceci déclenche un affolement bancaire et la fermeture de quelques usines, ce qui produirait une augmentation du chômage.

2) Les pressions produites par un chaos économique pourraient forcer une grande partie des démocrates chrétiens à reconsidérer leur position sur Allende ainsi que leur vote au Congrès. Il deviendrait évident, par exemple, que les hommes d'affaires n'ont aucune confiance dans les futures mesures d'Allende et que l'état général de la nation est en jeu.

Plus important encore, le chômage massif et l'inquiétude pourraient produire la violence nécessaire pour forcer les militaires à agir. La réussite de cette manœuvre reste dans une grande mesure dépendante de la réaction de la fraction d'extrême, et violente gauche (castriste-marxiste) du camp d'Allende. Jusqu'à présent, il a pu garder ces gens sous son contrôle ».



A qui la terre ?

un front de luttes largement ouvert



Exploiter 300 ha de terre, alors que la moyenne locale est de 30 ha, c'est déjà gros.

Exploiter 300 ha alors que la surface maximum autorisée en Charente-Maritime est de 70 ha, ça devient énorme.

Mais exploiter, parmi ces 300 ha, 70 ha sur un camp militaire, en accord « amiable » avec les autorités de la base, ça déborde ! Les paysans du coin, aidés par les paysans-travailleurs, le MODEF et le CDJA, et après maintes démarches légales, décident de passer à l'action directe. C'était le 3 janvier dernier.

Aujourd'hui, après de nombreuses réunions du Comité d'action, plusieurs manifestations et des actions

directes sur le terrain, les pouvoirs publics ont lâché 54 ha sur les 70 ha exigés, devant un rapport de forces défavorable et sous la pression populaire.

Les terres seront redistribuées à six agriculteurs désignés collectivement par les paysans en lutte et qui se sont réparti les surfaces selon la situation sociale de chacun. Mais la lutte continue pour les 16 ha restant...

C'est cette lutte exemplaire, qui aura duré plus de neuf mois, et riche d'enseignements politiques, que nous vous racontons ici.

LA FEDERATION PSU DES CHARENTES ■

1— Un comité d'action ouvert

Le Comité d'action, composé en majorité de paysans, est ouvert à tous : ouvriers, étudiants, enseignants... Cette ouverture du Comité d'action à d'autres couches de travailleurs a fait couler beaucoup d'encre et de salive dans la région. Les ennemis en titre de cette action proclamaient à qui voulait l'entendre que les paysans étaient manipulés de l'extérieur par des agitateurs étudiants ou ouvriers.

Mais, il y a plus grave, des militants de gauche, syndicalistes ou politiques ont estimé que seuls les paysans devaient mener cette lutte, parce qu'eux seuls connaissent les problèmes de la terre et qu'ils devaient se réserver les pouvoirs de décision de l'action.

Pourtant, les paysans engagés dans la lutte n'étaient pas de cet avis. Tout d'abord, ce n'est pas tous les jours que des contacts entre travailleurs ouvriers, paysans et étudiants permettent de découvrir ensemble que la lutte contre le capitalisme est la même sur le fond, même si les formes en diffèrent.

D'autre part, les paysans ont toujours demandé à populariser leur mouvement pour établir le plus grand rapport de forces face aux pouvoirs publics, et cela a payé. Ceci dit, les paysans étaient toujours présents à une écrasante majorité dans le Comité d'action...

Enfin, il faut affirmer que cette ouverture du Comité d'action à tous est une exigence fondamentale du contrôle ouvrier en chemin vers l'autogestion. En effet, une société socialiste autogérée exigera la mise en place de conseils de travailleurs, notamment pour définir les grandes lignes du plan en matière de besoins dans la consommation.

Ce ne sont pas les paysans seuls qui définiront les besoins alimentaires par exemple. Or, ce n'est pas le lendemain de la prise du pouvoir qu'il faudra tout à coup se soucier des rencontres entre travailleurs... Elles devront avoir eu lieu longtemps avant pour surmonter tous les préjugés qui séparent encore ouvriers et paysans.

2— La base décide

Tout au cours de cette action, il n'y a pas eu de caricature de démocratie : chaque décision est longuement discutée, pesée. On évite les tendances bornées, les conflits intellectuels stériles. Pas de ténor, pas de manipulation. On analyse l'information puis on envisage toutes les solutions possibles : c'est long (des réunions

qui commencent à 10 h du soir et se terminent à 2 h du matin) mais efficace. On apprécie d'ailleurs à cette occasion la lenteur de pensée et de réflexion des agriculteurs.

Puis, au moment de la décision, le vote devient presque tout le temps inutile puisque la décision a été mûrement réfléchie et devient évidente pour tous. Nous sommes loin de la

démocratie électoraliste si chère au régime. Ce n'est plus la victoire du bulletin de vote mais de la réflexion collective.

3— Contrôle paysan

Parallèlement à l'action directe sur le terrain, les paysans concernés directement par la redistribution des terres se réunissent fréquemment pour établir ensemble un parcellaire collectif, c'est-à-dire un partage des 54 ha en parcelles inégales en fonction de leur situation économique et sociale. (Voir le document ci-contre.)

Ce qui semblait être une gageure dans le monde paysan, à savoir une répartition des terres remplaçant le critère du profit individuel par celui des besoins, a été réalisé.

Cet aspect peu spectaculaire est peut-être, dans cette lutte, la plus importante avancée politique vers le contrôle de l'outil de production. Cette répartition a d'ailleurs toujours été présentée au préfet de façon collective et indissociable.

4— L'action paie !

Une fois de plus, face à la solution réformiste de l'action légale dans les structures se présente l'alternative de l'action directe sur le terrain.

Force est de constater ici que l'action dite légale ne paie pas : 18 mois de démarches et de discussions : aucun résultat ! Quelques heures d'action sur le terrain : 54 ha remis en adjudication !

Une deuxième action sur le terrain face à une adjudication truquée : le préfet lâche les 54 ha sur les bases du parcellaire collectif fourni par les paysans.

De plus, quelle est la vraie légalité : une exploitation de 54 ha par six paysans prolétariés ou la même surface cultivée pendant des années par un seul ?

Correspondance. ■

Chronologie

● **DEBUT JANVIER 73 A SAINTES** : Les paysans distribuent un tract le jour de la foire.

● **DEUX JOURS PLUS TARD** : Soirée d'information. Deux cents agriculteurs et des étudiants, ouvriers, enseignants, constituent un Comité d'action, soutenu par trois organisations agricoles : Paysans Travailleurs, MODEF, CDJA.

● **19 JANVIER** : Par téléphone, le préfet retire 54 ha au cumulard, espérant que la manifestation du 20 serait annulée.

● **20 JANVIER** : Manifestation devant la mairie de Thénac (Grenot, le cumulard, est aussi le maire), puis sur les terres en litige. Une parcelle est labourée symboliquement.

● **FIN JANVIER** : Devant l'enquête menée pour savoir qui a labouré, le Comité d'action, comme chez LIP, met en place un système d'accusation collective. L'enquête est bloquée.

● **FEVRIER - MARS** : Une commission de redistribution des terres fonctionne régulièrement entre les paysans du coin. A l'aide de tracts, de visites, de conversations, ils demandent à tous les paysans des environs intéressés par ces terres de se faire connaître. Et après plusieurs réunions, parfois difficiles, mais où le souci de l'action collective l'emporte de plus en plus, une répartition INEGALE des terres est faite selon la situation sociale de chacun.

Cette répartition est envoyée au Préfet, en lui signifiant qu'elle est la seule valable aux yeux des paysans en lutte et qu'aucune autre ne sera acceptée.

Le préfet n'a toujours pas confirmé par écrit sa promesse téléphonique du 19 janvier.

● **MARS** : Deuxième manifestation à Saintes. De suite, le préfet confirme par

écrit que les terres ont été retirées à Grenot... mais celui-ci continue à les exploiter, et y sème de l'orge.

C'en est de nouveau trop : des fauchages anonymes dans l'orge ont lieu lors d'équipées nocturnes.

● **FIN JUIN** : Annonce d'une adjudication publique des 53 ha, pour fin août.

● **30 AOÛT** : Manifestation sur les lieux de l'adjudication afin d'obtenir la répartition des terres décidée collectivement.

Le sous-préfet annonce que parmi les candidats... se trouve Grenot ou ses hommes de paille.

Les manifestants, à l'aide de plusieurs tracteurs, déchaument et labourent jusqu'à l'aube, restant toute la nuit sur place pour maintenir un rapport de force favorable. Au petit matin, les terres sont labourées et remises aux 6 attributaires désignés collectivement.

● **DEBUT SEPTEMBRE** : Le Préfet annonce par lettre qu'il a décidé de remettre les terres aux 6 attributaires désignés par nos camarades paysans.

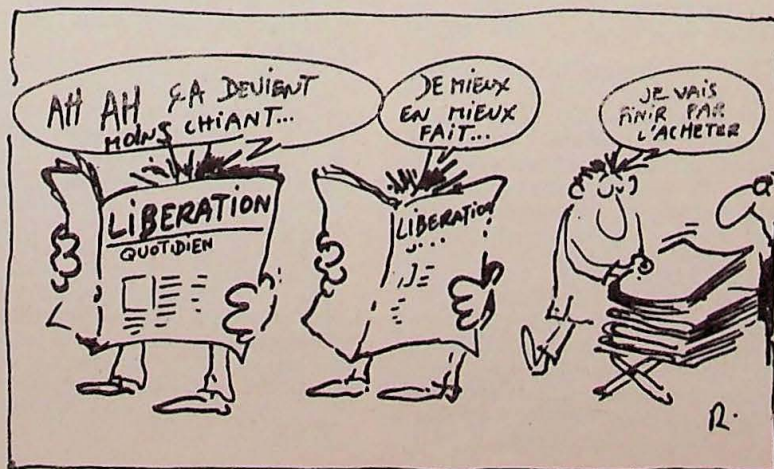
La signature du bail devrait intervenir rapidement...

● **20 SEPTEMBRE** : La lutte continue. Il y avait 70 ha et non 54. Ces 16 ha, les paysans les auront comme les autres.

Deux attributaires prennent possession des 16 ha et y sèment du colza.

● **DERNIERE MINUTE** : Nous venons d'apprendre que Grenot et ses acolytes, avec quelques très gros tracteurs, ont enfoui le colza semé sur les 15 ha qui ne lui ont pas encore été retirés et sur laquelle les paysans avaient déjà semé.

Ils ont également créé une association « POUR LA DEFENSE DU DROIT DE PROPRIETE... » SANS COMMENTAIRES ! La lutte continue.



On a trouvé ça dans Charlie. On est d'accord. On vous invite à soutenir les copains de la presse pas-pourrie

● Laval : 15 usines 5000 travailleurs en grève

LE vendredi 12 octobre, environ 5.000 travailleurs représentant une quinzaine d'usines, sont en grève en Mayenne.

Tous les secteurs d'activité sont touchés. La métallurgie a lancé l'action. L'usine de pompes LMT Salmson est en grève depuis le 25 septembre avec comme revendication : 110 F + 5% de l'O.S. à l'ingénieur. Les établissements Bellanger (fabrique de pots d'échappement) à Laval et Ernée demandent + 18% et une révision de la sécurité, des cadences, de l'hygiène, des conditions de travail ; ils sont en grève depuis le 1^{er} octobre. L'usine Thomson-CSF demande 6%. LMT - 7 Fontaines (téléphonie) demande l'alignement sur la SCOMAN (usine aux salaires de pointe ici après la grève très dure de 1969). D'autres usines se sont mises en lutte telles que Chapron, à Ernée, la SACAMA à Rochefort, Gévelot, Barrier... Le textile, lui aussi, est touché : les Coutils Lavallois et les textiles du Vermandois.

Toutes les revendications sont exprimées sous forme d'augmentation de salaire, mais ce mouvement traduit un mécontentement général dû :

- à la disparité des salaires (entre la Mayenne et la région parisienne, localement)
- aux méfaits de la décentralisation (bras en province, tête à Paris)
- à l'attitude de patrons rétrogrades du genre XIX^e siècle...

Mercredi 10 octobre, un meeting a vu la participation de 2.500 personnes alors que les piquets de grève étaient maintenus et renforcés dans les usines. La solidarité s'organise. Ce sont d'abord les paysans du C.D.J.A. qui apportent leur soutien, depuis une semaine, en vendant des produits à bas prix. La mise sur pied d'un comité de soutien unique a été impossible à cause de l'attitude du PC et de la CGT. Il y en a donc deux : le premier réunit PC, PS, CGT, CFDT, FEN, CDJA, FDSEA et MODEF.

De son côté, le P.S.U. participe au deuxième, qui regroupe PSU, Rouge, HR, PLR.

Tous les militants du PSU sont mobilisés dans leurs usines en grève ou au niveau du comité de lutte.

Correspondance ■

Lundi 15, 13 heures :

Après la grande flambée gréviste qui a jeté dans l'action pour la première fois des milliers de jeunes (et aussi de moins jeunes), le patronat local s'est un peu affolé.

● Il a cédé après quelques jours devant la colère des ouvrières des Textiles du Vermandois (200 personnes) : 48 centimes de l'heure + 4,5% + prime de panier et prime de nuit. Au total, entre 180 et 200 F de plus par mois, en grande partie non hiérarchisés.

● A la Société des Coutils, le

treizième mois sera acquis dans moins de deux années, peut-être avant, car de nombreux ouvriers pensent qu'il aurait été possible d'obtenir plus.

● Chez Bellanger, où les conditions de travail étaient des plus sordides, malgré le peu d'organisation, malgré les menaces (physiques y compris) patronales, le « petit patron tout-puissant » a craqué : refonte des grilles, plus de OS 1 ; en moyenne 13% d'augmentation ; amélioration des conditions de travail (Hygiène et Sécurité) ; unification des grilles avec l'usine d'Ernée ; pas de sanction.

● D'autres petites entreprises ont repris le travail faute de pouvoir établir un cahier de revendications, mais l'élan est donné, comme chez Gruau.

● Mais l'ensemble LMT-SALMSON continue la lutte, malgré des concessions non négligeables des patrons. Cependant, tout le monde sent bien ce lundi que le véritable « centre » de décision est à Boulogne-Billancourt où trône la « grande direction ». Chez Salmson, la direction a demandé aux grévistes de laisser entrer les non-grévistes (la maîtrise et les cadres pour l'essentiel). Sûrs de leur force, les grévistes seraient prêts à accepter. Mais ils se disent que la direction en profitera pour « faire de l'intox » auprès des autres usines LMT. Aussi ont-ils refusé.

D'ailleurs, question « intox », le trust LMT s'y entend : de Lannion où « son » usine s'obstine dans la grève, partent de curieuses informations en direction de Laval et selon lesquelles l'usine aurait repris le travail.

A la Thomson aussi, la lutte



continuit aujourd'hui. Probablement elle tiendra si LMT « tient ». Car Salmson-LMT joue le rôle de locomotive. Une conscience de classe aguerrie, fortifiée ces derniers jours, après trois semaines de lutte qui posent concrètement le problème de l'unité des ouvriers et celui du soutien et de l'alliance avec les paysans, permet aux tra-

vailleurs de Salmson « d'attaquer » et de passer sans doute une quatrième semaine de lutte combative.

En dégagant les bases claires de leur lutte, les gars (ouvriers et ouvrières) de Salmson espèrent aussi favoriser l'unification du soutien, trop dispersé pour l'instant.

M. C. ■

● Cerizay : on peut cogner chef ?

A l'usine Cousseau de Cerizay, le patron devient violent. Devant son refus de se plier à la décision de la Chambre patronale qui le condamnait à réintégrer Thérèse Albert, la CFDT avait fait un geste de bonne volonté : elle acceptait que la réintégration de la déléguée, avec cinq ou six de ses camarades grévistes, se fasse dans une autre unité de fabrication appartenant à Cousseau. Le P.-D.G. a répondu par le coup de poing. Lorsque les jeunes ouvrières se sont rendues à l'usine mardi dernier pour discuter avec Cousseau de la reprise du travail sur ces

nouvelles bases, c'est manu-militari, avec ses gardes du corps et Arzel, le chef de service commandant, qu'il a brutalement repoussé les ouvrières, après avoir fait couper le courant dans l'atelier. Bilan : poignets tordus, montres brisées (qu'importe la marque), cheveux tirés, sévices divers, évanouissements — un médecin a été appelé d'urgence. — On peut cogner chef !

Écœurées, les demoiselles de Cerizay, plus piquantes et déterminées que jamais, continuent la

lutte dans leurs ateliers de liberté.

Maintenant, la lutte des 95 petites « Pil » entre dans une nouvelle phase. Il s'agit de donner des bases solides au mouvement. Elles y pensent et avec la CFDT doivent organiser prochainement un week-end d'étude et d'action.

A Cerizay comme ailleurs, ainsi que le souligne l'UD-CFDT des Deux-Sèvres, dans un tract diffusé après les événements de mardi, « ce n'est plus le seul problème de liberté syndicale qui se pose, mais celui de la liberté et du respect de la dignité humaine ».

Le combat se poursuit. Et l'on continue d'acheter les chemisiers PIL à : CFDT-PIL - Les Halles - 79140 Cerizay.

F.C. ■

● Pasteur : la rage

La télé vous annonce que nous manquons de vaccin anti-grippe. Elle recommande la patience en attendant que l'Institut Pasteur puisse fournir. Paradoxalement, au même moment le professeur Monod, annonce que ce même institut doit se réorganiser car il coûte trop cher. Donc il faut commencer par licencier 150 personnes.

Les syndicats ne sont pas d'accord. Certes il faut réorganiser l'Institut, mais les travailleurs estiment qu'il ne sera efficace que par la création de nouveaux emplois et non le contraire.

En annonçant son plan, le pro-

fesseur Monod reconnaît aussi que ce n'est pas avec des quêtes qu'on trouvera la solution. En fait le problème est simple. Chez Pasteur on fait de la recherche et de la production. Mais alors qu'une large part des nouveautés pharmaceutiques sort de l'institut, celui-ci ne fait que deux pour cent de la production. Autrement dit, l'Institut Pasteur travaille pour le plus grand profit du secteur privé.

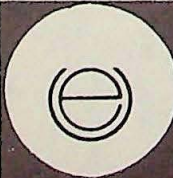
Les travailleurs de l'Institut sont bien décidés à aller jusqu'au bout et il faudra les soutenir activement car ils ne sont pas les seuls concernés par cette lutte. Nous en reparlerons. ■

● Snias : répression

Une section syndicale CFDT vient de se créer à la SNIAS Marnaise (Bouches-du-Rhône). Les travailleurs en sont informés par un tract distribué à l'embauche du matin.

Lorsque le même jour, les cinq délégués syndicaux pénètrent dans l'entreprise ils vont avoir quelques surprises. Daudet, secrétaire de la section, est informé de son changement immédiat de service. Sedeno, technicien après vente, devient réceptionnaire de colis. Colombani, dessinateur principal, se voit confier la délicate mission de recopier des fiches sur calque. Gardiol doit quitter son poste de « pointe » dans un atelier de production pour rejoindre le service de sécurité sociale. Cohen quitte sur le champ son emploi de calculateur au bureau d'études pour aller faire de la documentation dans un autre service.

Tout ça s'est passé quelques minutes après que les travailleurs aient été informés de la création de la section syndicale. Ça va vite à la SNIAS depuis qu'on donne dans le supersonique. ■



ELIANE AMADO LEVY VALENSI

LA COMMUNICATION 29.95 F

LES VOIES ET LES PIÈGES DE LA PSYCHANALYSE 49.95 F

L'ENIGME HOMOSEXUELLE 35.00 F

éditions universitaires

● les grands fauves

Lorsque les travailleurs de la ménagerie du Jardin des Plantes à Paris ont fait remarquer qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour s'occuper des animaux (un soigneur pour 160 bêtes, c'est peu), on leur a donné raison. On a même avoué que ça pouvait poser des problèmes de sécurité pour le public. Alors la direction du Muséum de Paris a conclu que, finalement les ménageries n'intéressaient plus personne à cause de la télé et du cinéma. Donc, le mieux serait de fermer les portes. Tant pis pour le public, tant pis aussi pour les chercheurs du Muséum, pour qui à l'origine avait été créée cette ménagerie.

Pour être franc, il faut dire que ladite ménagerie occupe 28 hectares dans le cinquième arrondissement de Paris. On peut en faire des choses sur 28 hectares... Les grands fauves ne sont pas tous en cage. ■

● Patron modèle

Le sieur Belin, PDG de la société immobilière Centre Auvergne à Clermont-Ferrand, ne manque pas de souffle. Depuis des années il fait tout ce qu'il peut pour interdire le syndicalisme

dans son entreprise. Cela n'a pas empêché les travailleurs de mener une grève de plusieurs semaines en février dernier pour les salaires et les conditions de travail. Belin a été contraint à la négociation et à quelques concessions. Mais il n'a pas capitulé pour autant. C'est la grande répression : quatre travailleurs licenciés pour fait de grève, plainte devant les tribunaux pour demander le licenciement de quatre délégués du personnel, plainte en diffamation pour quatre tracts de la section CFDT.

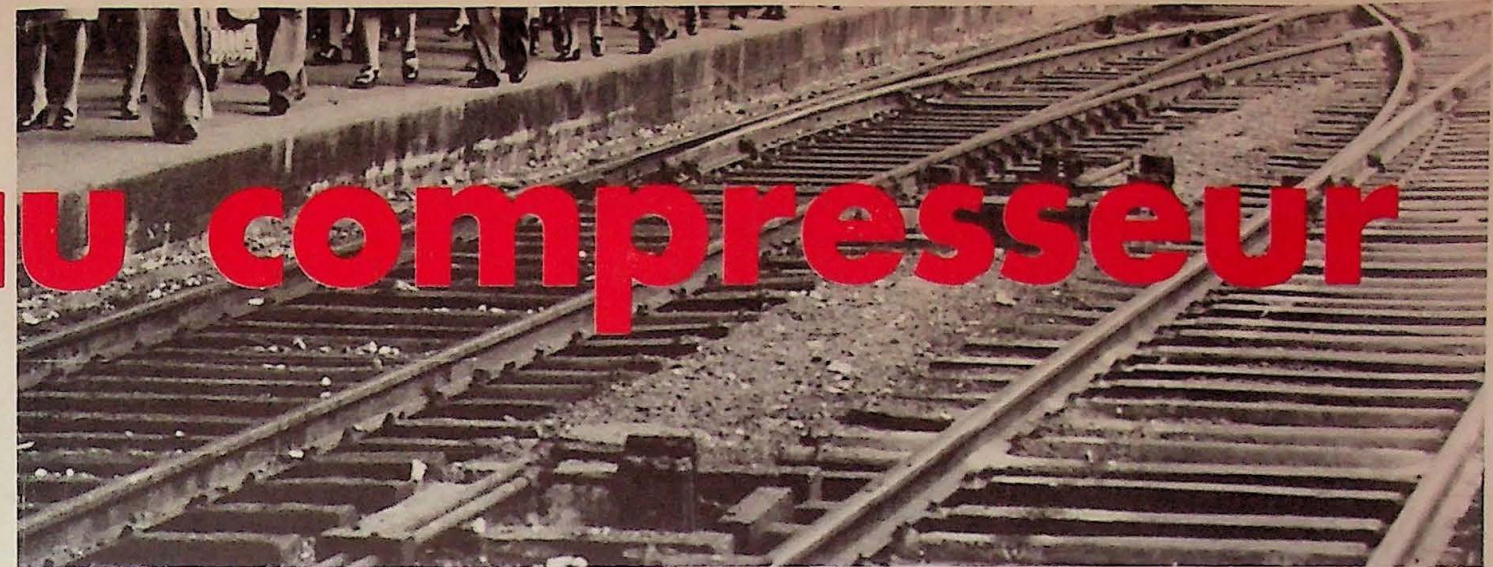
Au fur et à mesure de son escalade, le PDG Belin ne parvient qu'à faire développer la cohésion des travailleurs et l'importance de la section syndicale. ■

● Customagic cadences

Le 21 septembre dernier, suite à l'arrivée d'un chronomètre dans l'usine Customagic à Comines, les ouvrières se sont immédiatement mises en grève. Depuis plusieurs semaines la colère montait devant la volonté de la direction de toujours augmenter la productivité. L'arrivée du chronomètre a été la goutte qui fait déborder.

Cette nouvelle grève dans le textile de la vallée de la Lys, vient après celles de chez Dalle et chez Graty qui étalent elles aussi des luttes contre le rendement. ■

SNCF : le rouleau compresseur



La grève de la S.N.C.F. est maintenant terminée. Pour la plupart d'entre nous, elle se sera réduite à quelques difficultés de transport. Et pourtant, ce qui est en jeu actuellement dans le démantèlement de la S.N.C.F., est capital. Antoine Barbero et Jean-Claude Blondeau, responsables C.F.D.T. cheminots, nous expliquent pourquoi dans cette interview.

TS. — Les grèves actuelles de la SNCF restent perçues comme très « traditionnelles ». La presse indique vaguement qu'il s'agit d'une lutte pour une augmentation de salaires sans autres précisions. Pour le reste, la seule chose que savent à peu près les gens c'est que dans telle ou telle gare, ils n'auront pas de train. Pouvez-vous nous dire ce qui est réellement en cause dans le conflit actuel et quels sont ses objectifs ?

CFDT. — Voyons d'abord les causes du conflit. Trois problèmes essentiels se posent. Celui du démantèlement du secteur public, qui ne touche pas la seule SNCF. Celui des conditions de travail et de sécurité. Celui des salaires, lié au problème de la baisse des effectifs.

Le démantèlement d'abord. Il revêt deux formes. L'une est spectaculaire : c'est la fermeture des lignes. On l'a vu dernièrement en Ardèche qui est le premier département français à ne plus posséder de ligne ferroviaire de transport. On prétend que le remplacement de ces lignes par des services de cars est aussi efficace et plus rentable. En réalité toutes les expériences le prouvent, ces services routiers finissent eux aussi par disparaître. Le problème ne se situe pas au niveau des moyens de transports, par fer ou par route. Il se situe au niveau d'une politique générale qui tend à revenir de plus en plus sur le principe d'un service public.

L'autre aspect de ce démantèlement tient aux facilités accordées actuellement aux transports routiers. On crée volontairement une concurrence qui bénéficie aux utilisateurs des transports mais qui coûte énormément à l'ensemble de la collectivité. Par exemple, en Moselle, on a réalisé

tout à la fois un canal navigable, l'électrification de la voie ferrée et une infrastructure autoroutière.

D'autres mesures sont révélatrices : pour les transports routiers en zone courte (150 km autour des chefs-lieux), la licence n'est plus nécessaire et cette zone va encore être élargie. Cela entraînera une perte d'environ 10 % pour la SNCF. Par ailleurs la charge à l'essieu va être augmentée pour favoriser encore les transporteurs routiers.

TS. — Avant de revenir sur les autres causes du conflit, n'y a-t-il pas précisément par rapport aux transports routiers une sorte d'attitude « corporatiste » de la SNCF et des travailleurs ?

CFDT. — C'est en effet ce que l'on veut faire croire à l'opinion publique. En réalité, la contradiction ne se situe pas entre cheminots et transporteurs routiers, mais par rapport à l'exploitation dont les uns et les autres sont l'objet, dans le cadre de la politique actuelle des transports. Ainsi, du côté des transporteurs routiers, ceux dont on parle, ceux qui ont besoin de créer artificiellement une concurrence entre le rail et la route ne sont pas les chauffeurs eux-mêmes.

Il existe par contre un « lobby » du transport routier qui comprend les organisations patronales des transporteurs, les constructeurs pétroliers, les travaux publics et les sociétés privées d'autoroute. Ce « lobby » exerce ses pressions aussi bien sur le plan parlementaire et ministériel que sur celui de l'information. Le journal « l'Equipe » pour prendre un exemple, lui est directement lié.

Alfred Sauvy avait écrit un livre pour dénoncer cette situation : « Les quatre roues de la fortune ». Comme par hasard, on ne le trouve plus en li-

brairie. Quant aux chauffeurs eux-mêmes, ils subissent une exploitation qui va en s'aggravant. 60 à 75 % de leur salaire est constitué par des primes. La répression syndicale est féroce, ce qui gêne considérablement l'implantation des syndicats ouvriers.

Le pouvoir cherche à disperser les entreprises de transports pour éviter que le seuil des 50 salariés qui exige la création d'un comité d'entreprise soit atteint. Quant aux conditions de sécurité, elles sont également déplorables. Dernièrement, un camion a créé un grave accident à la suite d'une rupture de freins. Après enquête, il est apparu qu'alors que le camion devait être révisé, le patron avait donné l'ordre aux services d'entretien de ne rien faire, sous prétexte que le camion était parfaitement au point. Mais pour éviter que la véritable contradiction entre travailleurs et patrons soit masquée, on fait tout pour entretenir l'illusion d'une promotion sociale des « routiers » sur le thème de l'individualisme, et de la « liberté du routier ».

Pire. Dernièrement, l'UNOSTRA (petits et moyens patrons du transport) a osé écrire ceci à ses adhérents : « Les transporteurs routiers chiliens, menacés comme nous, ont réagi avec la rapidité et la clairvoyance nécessaires ; ils nous ont montré la voie ».

Il est donc fondamental de briser ce corporatisme en posant globalement le problème des transports. Dans ce cadre, nous travaillons par exemple à la création d'une Fédération générale des transports.

TS. — Revenons sur la deuxième raison du conflit actuel : les conditions de travail et de sécurité.

CFDT. — C'est un point fondamental et souvent ignoré. Il est lié d'abord à la baisse des effectifs dont nous verrons ensuite les raisons salariales. Il y a quelques années, le nombre des cheminots était de 307.000. Les contrats imposés à la SNCF l'obligent à réduire ces effectifs à 270.000 en 1973 puis à 250.000 en 1976.

Le Directeur de la SNCF, Guibert, a d'ailleurs lui-même reconnu récemment que ces contrats constituaient « un véritable rouleau compresseur ».

Les conséquences sont claires au niveau de la sécurité. Prenons un exemple : le triage. Actuellement, lorsqu'on trie les wagons, on procède encore à un calage manuel pour éviter qu'ils se tamponnent trop brusquement. Opération extrêmement dangereuse puisqu'il faut placer des cales en fer sous les roues. Théoriquement, chaque agent ne doit pas avoir à s'occuper de plus de cinq voies. En réalité, il en a maintenant sept. Le nombre des accidents du travail s'accroît dès lors considérablement dans ce secteur.

Autre problème de sécurité : celui du repos. Les « roulants » disposent théoriquement de 14 heures pour un repos à domicile et de seulement 8 ou 9 heures pour un repos « hors résidence ». Or, du fait de la vitesse accrue qui allonge les distances parcourues, c'est de plus en plus la deuxième hypothèse qui prévaut. Or, dans ces résidences « hors résidence » les conditions de repos sont extrêmement précaires (roulement continu pendant la nuit — bruits incessants dus à la proximité des gares de triage, etc.). Au total, cela donne au maximum un sommeil de six à sept heures dans des conditions extrêmement difficiles.

Quand on sait par ailleurs qu'il n'y a pas de jour chômé à la SNCF, que sur une année 40 dimanches sur 52 sont imposés pour le travail, qu'il n'y a pas de congés pendant les fêtes, il n'est pas étonnant que les problèmes de sécurité pour le personnel et pour les usagers deviennent de plus en plus aigus.

TS. — Tu as dit que le problème de la baisse des effectifs était lié à celui des salaires. Qu'en est-il exactement ?

CFDT. — Il faut d'abord savoir qu'un salaire de base à Paris comprenant tout, primes à l'embauche et équivalent du 13e mois, est seulement de 1.300 F. La majoration pour le tra-

vail de nuit est seulement de 2 F de l'heure alors que la règle en général pour le travail nocturne est le double de l'heure normale. Même chose pour les week-ends, dimanches et fêtes. D'autre part, devant la faible recrutement, la direction de la SNCF a décidé d'accorder à l'embauche une prime de 150 F. Mais cette prime valable pour un an, tombe à 75 F l'année suivante et disparaît ensuite. De plus, toute promotion de salaire au cours de ces deux ans, réduit d'autant la prime.

Conséquence : dans les six premiers mois de 1973 pour 2.000 embauches nouvelles, 1.000 agents sont partis au bout d'un an, tandis que plus d'un millier partaient pour d'autres raisons (en particulier retraites). Au total, il y a un déficit d'effectif et non un accroissement indispensable.

Dernier aspect : les conséquences de la modernisation ne sont pas compensées. Pour un roulant qui roule à 180 km/h au lieu de 100 km/h, il y a quelques années, il doit à la fois, maintenir constamment son dispositif de sécurité, enregistrer un signal toutes les trente secondes et signaler qu'il l'a vu en appuyant sur une sorte de pointeuse, « le mouchard », faute de quoi il est sanctionné. Or, il dispose à cette vitesse de moins de dix secondes pour voir chaque signal. Quand on sait aussi qu'il est seul et qu'il peut en 24 heures faire plus de douze heures de transport, on voit à quel rythme de vie les agents sont soumis. Quant aux autres cheminots, ils subissent les conséquences du travail posté (les 3 x 8) sans avoir de compensations financières et de repos suffisantes.

TS. — Quels sont dans ces conditions les revendications que vous avancez actuellement ?

CFDT. — Elles portent sur les trois points que nous venons d'évoquer.

1) Sur les salaires, nous demandons d'abord que le salaire d'embauche

soit majoré pour tous de 150 F pour l'obtention de points uniformes (et non sur la base d'une prime). Nous demandons également une hausse de 4 % correspondant à l'élévation du coût de la vie.

2) Sur les conditions de travail, nous demandons le retour effectif aux 40 heures sur la base d'une semaine de 5 jours. Actuellement, nous pouvons travailler sept à huit jours de suite. Nous demandons également des compensations réelles pour le travail de nuit et les travaux pénibles sur le plan financier et aussi sur celui du repos. Par exemple, la fatigue d'un travail de nuit de six heures équivaut à celle d'un travail de jour de huit heures.

3) Enfin, nous luttons contre le démantèlement du service public et contre la baisse considérable des investissements dans ce secteur.

TS. — Vos formes de lutte sont-elles suffisamment « parlantes » et efficaces pour les autres travailleurs comme pour les usagers ?

CFDT. — Pas encore, nous en sommes conscients. Nous avons déjà obtenu de faire des grèves « tournantes » par réseau plutôt que des grèves de 24 heures. Nous gênons ainsi beaucoup moins les usagers et beaucoup plus la SNCF qui ne peut pas réorganiser son trafic. Ceci dit, pour de nouvelles formes de lutte, la CGT qui compte 60 % des syndiqués (CFDT 20 %) (1) est toujours relativement méfiante. Enfin, il serait indispensable que des actions de popularisation et d'explication soient prises en charge notamment au niveau des usagers. Nous avons commencé sur ce point un gros travail d'explication mais il appartient aussi à d'autres de le faire.

Propos recueillis par Gérard FERAN.

(1) Le taux de syndicalisation à la S.N.C.F. est d'environ 30 %